



Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

**DÉCRÉTÉ
PAR TRUMP**

Cessez-le- feu fragile entre Israël et l'Iran

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2

AGENTS IMMOBILIERS

Nouvelles mesures contre le blanchiment d'argent

P 3



LE VERDICT SERA RENDU
LE 1^{er} JUILLET

10 ans de prison requis contre Boualem Sansal

Lire l'article de A. Z. page 3

LUTTE CONTRE
LES FEUX DE FORÊTS

Le cadre législatif renforcé

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 4



Décrété par Trump Cessez-le-feu fragile entre Israël et l'Iran

Mohamed Mehdi

Israël a transgressé le cessez-le-feu, décrété, hier, par Donald Trump, après avoir annoncé l'avoir accepté, en menant deux attaques sur des installations militaires iraniennes.

Une heure trente après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, que l'Iran avait respecté avant d'annoncer officiellement l'avoir accepté, des chasseurs bombardiers israéliens ont mené une première attaque dans la matinée, puis une seconde survenue aux environs 12h (GMT), lorsque des médias iraniens ont fait part de trois explosions, dont deux à Téhéran et une à Babolsar.

Même la 14^e chaîne israélienne a déclaré que « l'armée de l'air israélienne a attaqué une installation militaire en Iran après l'annonce de Trump selon laquelle l'aviation israélienne n'attaquera pas l'Iran et que tous les avions reviendront « après avoir salué amicalement l'Iran » ».

Par ailleurs, l'Iran a déclaré ne pas être à l'origine des missiles tombés dans les territoires occupés après la première attaque israélienne de mardi matin, suggérant qu'il s'agit d'une opération menée par les Ansar Allah du Yémen. En outre, le président iranien, Masoud Pezeshkian, a confirmé que son pays « ne violera le cessez-le-feu que si l'entité sioniste le viole ». Ajoutant que « l'entité sioniste n'a pas atteint les objectifs de son agression contre l'Iran », qu'Israël et « ses soutiens » comptaient « provoquer le ressentiment du peuple iranien », et que « Téhéran est prêt à dialoguer et à défendre les droits du peuple iranien à la table des négociations ».

LE QATAR APPELLE À LA REPRISE DES NÉGOCIATIONS

Le Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Qatar, Cheikh Mohammed ben Abderrahman Al Thani, a révélé hier la participation de son pays dans l'instauration du cessez-le-feu. « Washington nous a demandé de contacter l'Iran afin de déterminer son ouverture à un cessez-le-feu. Nous avons pris les contacts nécessaires (avec l'Iran, ndlr), ce qui a conduit le président américain à annoncer un cessez-le-feu », a-t-il déclaré, selon un compte-rendu publié par Al Jazeera. Le PM qatari a estimé que si la « région est confrontée à des défis sans précédent », c'est principalement à cause des « actions irresponsables d'Israël ». Il a ajouté que le Qatar eut « une zone de sécurité exempte d'armes nucléaires, fondée sur un accord garantissant la sécurité et les intérêts de tous ».

« Ce qui se passe dans la région est une extension de l'agression brutale contre Ghaza », a souligné Abderrahman Al Thani, annonçant poursuivre son « partenariat avec l'Égypte et les États-Unis pour parvenir à un cessez-le-feu à Ghaza ». « Le monde doit s'unir contre Israël et mettre fin à l'agression contre Ghaza », poursuit-il considérant que « l'agression israélienne contre l'Iran a perturbé les efforts visant à parvenir à un cessez-le-feu à Ghaza ».

D'un autre côté, le Bureau émiral du Qatar a fait part, dans un communiqué, que lors d'un appel téléphonique, le président de la République d'Iran « a exprimé ses regrets à l'émir du Qatar pour l'attaque de la base d'Al Udeid ». « Le président iranien a souligné que le Qatar et son peuple n'étaient pas la cible de l'attaque » et « a exprimé son souhait que les relations avec le Qatar soient basées sur le respect de la souveraineté », ajoute le communiqué.

UNRWA: LE « MÉCANISME D'AIDE ISRAËLIEN À GHAZA EST UN PIÈGE MORTEL »

Mardi 627^e jour de l'agression sioniste et 115^e jour du siège total de Ghaza, l'armée génocidaire d'Israël continue de massacrer la population civile et les demandeurs d'aide alimentaires. Le bilan statistique quotidien, publié hier par le ministère palestinien de la Santé, indique que le nombre de victimes transférés vers les hôpitaux, durant les précédentes 24 heures (lundi), s'est élevé à 368 victimes, dont 79 martyrs et 289 blessés, portant le nombre total des victimes depuis octobre 2023, à 56.077 martyrs et 131.48 blessés.

En outre, le nombre de victimes des tirs israéliens sur les demandeurs de l'aide alimentaire lors de la journée de dimanche s'est élevé à 49 martyrs et 197 blessés, soit un total de 516 martyrs et 3.799 blessés depuis le 27 mai dernier date du lancement du plan américano-israélien d'aide alimentaire militarisée.

Hier également, sur 80 martyrs recensés depuis l'aube jusqu'à 15h (localement) au moins 56 étaient des demandeurs d'aide alimentaire, ont indiqué à Al Jazeera des sources hospitalières à Ghaza.

« C'est un piège mortel, qui coûte plus de vies qu'il n'en sauve », a déclaré hier, Philippe Lazzarini, le patron de l'UNRWA, à propos du nouveau « mécanisme d'aide » (les guillemets sont de M. Lazzarini, ndlr), qu'il qualifie d'« abomination » qui « humilie et dégrade les personnes désespérées ».

« C'est un piège mortel, qui coûte plus de vies qu'il n'en sauve », a-t-il ajouté à ce propos, soulignant la nécessité du « rétablissement des principes humanitaires » en autorisant la « communauté humanitaire, y compris l'UNRWA, (qui) possède l'expertise nécessaire » à « faire son travail et à fournir une assistance avec respect et dignité », a déclaré Lazzarini, lors d'une conférence de presse organisée, mardi à Berlin.

Le Commissaire général de l'UNRWA a réitéré ses appels à un cessez-le-feu à Ghaza, ajoutant que pendant que « l'attention internationale se porte ailleurs », « les atrocités se poursuivent » pour une population « captive, assiégée, constamment déplacée et bombardée ».

« À Ghaza, les atrocités se poursuivent tandis que l'attention internationale se porte ailleurs. Une population confinée et captive est bombardée, assiégée et constamment déplacée. Plus de 55 000 personnes



ANALYSE

Mustapha Aggoun

En France, il est désor
mais évident que l'is
lamophobie est une
réalité quotidienne.

Elle n'est plus une simple per-

ception, mais un fait social, politique et médiatique. Il suffit d'écouter les débats à la télévision, de lire les commentaires sur les réseaux sociaux ou d'observer certaines prises de parole politiques pour comprendre que les musulmans sont devenus une cible constante. À l'inverse, l'antisémitisme, bien qu'il existe toujours, bénéficie d'une reconnaissance officielle, de lois spécifiques, et d'une mobilisation immédiate des institutions dès qu'un acte antisémite est commis. Cette différence de traitement crée un déséquilibre profond.

Il ne s'agit pas ici d'opposer deux communautés, mais de constater une inégalité de traitement. Lorsqu'un lieu de culte juif est profané, la condamnation est immédiate, les représentants de l'État se déplacent, les médias en parlent longuement. Lorsqu'une mosquée est vandalisée ou qu'une femme musulmane est agressée en pleine rue, le silence est souvent assourdissant. Pire encore, certaines figures politiques ou médiatiques tiennent des propos ouvertement hostiles à l'islam ou aux musulmans, sans que cela ne soulève d'indignation nationale. En réalité, l'islamophobie est aujourd'hui la forme de racisme la plus décomplexée en France. Certains diront que cette différence de réaction s'explique par le poids démographique : 500.000 juifs contre environ 5,5 millions de musulmans. Mais ce n'est pas une question de nombre. C'est une question de pouvoir, d'influence et de reconnaissance. Il faut le dire clairement : en dépit de sa minorité numérique, la communauté juive organisée en France dispose d'un réseau d'influence très struc-

Racisme à deux vitesses

turé, qui agit à travers des institutions puissantes, et qui oriente, parfois de manière décisive, les choix politiques du pays.

Le lobby sioniste, par ses relais dans les médias, dans les partis politiques ou au sein des grandes institutions, pèse lourdement sur la vie publique française, y compris en matière de politiques étrangère et sécuritaire.

Critiquer cette influence n'a rien d'antisémite. C'est un constat politique. Il suffit d'observer le soutien systématique de nombreux responsables français à l'État d'Israël, y compris lorsque ce dernier commet des violations graves du droit international, pour comprendre que la France, loin de la neutralité qu'elle revendique, prend position sous pression. Pendant ce temps, ceux qui dénoncent cette dérive ou qui défendent les droits des Palestiniens sont régulièrement accusés d'antisémitisme, ou mis au ban de l'espace public.

Ce double standard est destructeur. Il alimente un climat de défiance, d'humiliation et de révolte. Il sape la promesse républicaine d'égalité. La laïcité est instrumentalisée pour exclure les musulmans de l'espace public. Le discours politique, sous couvert de lutte contre le « séparatisme », devient un prétexte pour renforcer la stigmatisation. La gauche comme la droite, avec quelques exceptions, participent à ce glissement dangereux.

Il est temps de sortir de cette hypocrisie. La lutte contre le racisme ne peut être à géométrie variable. On ne peut pas faire preuve d'une vigilance maximale contre l'antisémitisme et d'une tolérance cynique face à l'islamophobie. Un État ne peut rester crédible que s'il protège toutes ses composantes avec la même intensité, sans hiérarchie, sans distinction.

auraient été tuées, pour la plupart des femmes et des enfants. Deux millions de personnes souffrent de la faim, dont un million d'enfants », lit-on dans la déclaration de Lazzarini. L'intervenant a également rappelé les bombardements israéliens des « hôpitaux, écoles, abris, maisons et lieux de refuge », et le ciblage des « médecins, des journalistes et des travailleurs humanitaires - parmi lesquels près de 320 membres du personnel de l'UNRWA ». Lazzarini a également donné un aperçu sur la situation catastrophique des Palestiniens de Cisjordanie occupée, et les exactions auxquelles ils sont soumis, notamment dans les

camps de déplacés dans le nord, où « les infrastructures civiles sont systématiquement détruites », l'interdiction aux habitants de rentrer chez eux, dans le cadre d'une politique de « modification durable » de la démographie des camps de réfugiés. « Parallèlement, la violence des colons se poursuit à un niveau alarmant. L'annexion de la Cisjordanie se poursuit, en violation flagrante du droit international », affirme encore Lazzarini. Lazzarini a également expliqué que la « situation financière est désastreuse » et qu'il sera amené, faute de « financement supplémentaire » à « prendre bientôt des décisions

sans précédent qui affecteront nos services aux réfugiés de Palestine dans la région », alertant que la « perte de l'effet stabilisateur » de l'office pose un risque de « troubles » qui « sera lourd de conséquences ».

« Dans le contexte de Ghaza : j'appelle à nouveau à un cessez-le-feu, à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages et à l'acheminement massif de fournitures humanitaires sous la direction des Nations Unies, y compris de l'UNRWA. Il n'existe pas d'autre solution pour faire face aux défis posés par la propagation de la faim dans la bande de Ghaza », a-t-il conclu.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.

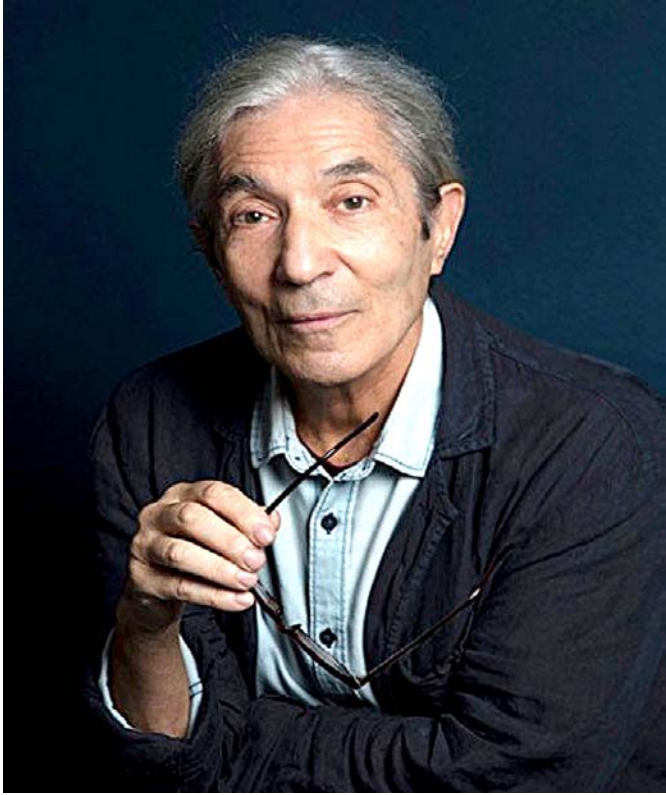
INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion: Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Le verdict sera rendu le 1^{er} juillet
**10 ans de prison
requis contre
Boualem Sansal**

*Renvoyé une première fois,
le 21 mai dernier, par la Chambre
correctionnelle d'appel près la
Cour d'Alger, le procès en appel
de l'écrivain Boualem Sansal
s'est tenu hier, mardi 24 juin,
en présence de l'accusé, qui
a assuré sa propre défense.*



A. Z.

Le Procureur de la République près la Cour d'appel d'Alger a maintenu la ligne du même réquisitoire prononcé lors du procès en première instance, réclamant une peine de 10 de prison ferme et 1 million de dinars d'amende contre l'accusé qui répond des griefs «d'atteinte à l'unité nationale, outrage à corps constitué, pratiques de nature à nuire à l'Economie nationale et détention de vidéos et de publications menaçant la sécurité et la stabilité du pays». Le verdict sera rendu mardi prochain, 1^{er} juillet.

Rappelons que l'accusé, arrêté le 16 novembre 2024, lors de son arrivée à l'Aéroport 'Houari Boumediene' en provenance de Paris, a été condamné, en première instance, le 27 mars 2025, à 5 ans de pri-

son ferme et une amende de 500.000 dinars.

Après son arrestation, dans un contexte de crise diplomatique entre l'Algérie et la France, qui a éclaté en juillet 2024, suite à la reconnaissance par Paris du prétendu plan marocain pour l'autonomie du Sahara occidental, l'affaire a pris une tournure diplomatique avec la montée au front de l'extrême droite derrière Boualem Sansal, exigeant sa libération dans une ingérence flagrante dans les affaires intérieures algériennes.

Mais, le ton a changé depuis, et les proches de Boualem Sansal, ainsi que tous ses soutiens, se sont tournés vers le président de la République pour lui demander un geste d'humanité, notamment eu égard à la santé de l'accusé, en lui accordant la grâce présidentielle.

**Larbaoui préside
les travaux du 4e Forum
arabe pour l'égalité**

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mardi à Alger, l'ouverture des travaux du 4^e Forum arabe pour l'égalité "dialogue et solutions", organisé par le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme en coopération avec la Commission économique et sociale des Nations-unies pour l'Asie occidentale (CESAO).

L'ouverture des travaux du Forum qui se tient au Centre in-

ternational des conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), a vu la présence de membres du gouvernement, de ministres du Développement social des pays arabes membres de la CESAO, et des chefs des délégations des pays participants.

Lors de ce Forum de deux jours, l'accent sera mis sur la capacité des systèmes de protection sociale des pays arabes, asiatiques et latino-américains, à traiter les principales formes d'inégalité.

**Tebboune reçoit une délégation
de la compagnie américaine Chevron**

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi au siège de la Présidence de la République, une délégation de la compagnie américaine Chevron. L'audience s'est déroulée en présence du

directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, du ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, M. Mohamed Arkab, et du PDG de Sonatrach, M. Rachid Hachichi.

**Nouveau code de procédure pénale
Vers la création d'une agence chargée
de gérer les fonds gelés, saisis ou confisqués**

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa a présenté, mardi devant les membres du Conseil de la nation, le projet du code de procédure pénale.

Lors d'une plénière présidée par le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Kaouter Krikou, M. Boudjemaa a souligné que les amendements proposés s'inscrivaient dans le cadre du «renforcement de l'arsenal juridique national lié au système judiciaire», qui constitue «l'un des principaux axes du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à garantir l'indépendance et la modernisation du secteur, et à répondre aux aspirations des citoyens à une justice forte».

«Tous les concernés dont les avo-

cats, les magistrats et les auxiliaires de justice, ont participé à l'élaboration de ce projet de loi», a ajouté le ministre, soulignant que les dispositions proposées «établissent un juste équilibre entre la sanction pénale infligée aux criminels et leur droit à un procès équitable».

Parmi les amendements les plus importants proposés, figurent «l'introduction de mesures alternatives aux poursuites pénales à l'encontre des personnes morales, comme le report des poursuites dans certains délits définis, contre la restitution des fonds, biens et revenus détournés ou transférés à l'étranger ou l'équivalent de leur valeur, et le paiement intégral des montants dus au Trésor public», précise le ministre.

Ces amendements prévoient également «la création d'une agence nationale chargée de la gestion

des fonds gelés, saisis ou confisqués pour combler le vide institutionnel en matière de gestion des revenus criminels».

Les nouvelles dispositions proposées visent, en outre, selon M. Boudjemaa, à «améliorer la gestion des affaires pénales et à généraliser le système d'ordonnance pénale pour inclure toutes les infractions, ce qui permettra de traiter les affaires simples rapidement et efficacement», outre «la régulation de la gestion des biens saisis».

Le ministre a affirmé par ailleurs, que les nouvelles dispositions permettront de «renforcer les droits des individus, et leurs libertés, notamment à travers la consécration du droit de recours devant le procureur général, et le renforcement des droits de la défense durant toutes les étapes de l'action publique».

**Agents immobiliers
Nouvelles mesures
contre le blanchiment d'argent**

Un règlement a été publié au Journal officiel (JO) n 38, précisant les mesures imposées aux agents immobiliers pour la prévention et la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive.

Ce règlement, approuvé par un arrêté signé par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, le 21 mai 2025, intervient en application du décret exécutif 23-430 relatif aux conditions et les modalités d'exercice par les autorités de régulation, de contrôle ou de surveillance de leurs missions dans le domaine de la prévention et de la lutte contre ces crimes financiers, à l'égard des assujettis.

Selon le règlement, les agents immobiliers doivent procéder à une évaluation des risques leur permettant de les identifier, d'évaluer et de comprendre ces risques, en prenant en compte notamment les facteurs de risques liés aux clients, aux produits et services, aux opérations, aux canaux de prestation de ces services, ainsi qu'aux zones géographiques.

L'évaluation doit également s'appuyer sur les informations issues des évaluations menée par l'Etat et des rapports nationaux pertinents en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive.

Les agents immobiliers sont tenus aussi de documenter les résultats de ces évaluations, les mettre à jour et

les tenir à la disposition du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville ainsi que des autorités compétentes, dès leur achèvement ou sur demande, via des mécanismes appropriés.

Ils doivent par ailleurs élaborer un programme écrit de prévention et de détection des risques, comprenant des politiques, des procédures et un système de contrôle interne, à réviser au moins une fois par an.

Le règlement interdit aux agents immobiliers de tenir des comptes anonymes ou des comptes portant des noms clairement fictifs, avec obligation de mettre en place des mesures efficaces d'identification et de vérification des clients, avant l'établissement d'une relation d'affaires ou l'exécution d'une opération.

Raina Raïkoum

El-Houari Dirmi

L'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel (ANIRA), est montée au créneau pour dénoncer le «discours médiatique trompeur»

et les «analyses infondées» relayés par certains médias. Dans son communiqué, l'ANIRA s'est dit «suivre avec une vive inquiétude et un profond mécontentement, la montée du discours médiatique trompeur, empreint de surenchère suspecte, notamment à travers plusieurs sites électroniques». Mais Ici comme sous d'autres cieux dits plus «avancés», il est connu que la rumeur peut faire partie des techniques d'influence dans le cadre de stratégies de diversion ou de propagande, savamment élaborées.

Mais parce que l'histoire de la communication est aussi ancienne que celle de l'humanité, il existe aussi une communication dite virale, celle qui consiste à développer des programmes de communication qui puissent fonctionner de bouche à oreille. «Le secteur de la communication algérien est un champ de mines et de ruines», avait déjà déploré un ancien ministre de la Communication. Le secteur de la communication «a accumulé les retards et les

**Les officines
du mal**

handicaps en termes d'évolution vers la qualité de la forme et du fond de l'offre éditoriale des médias écrits et audiovisuels», selon ce même ministre. Sauf pour ceux qui ne veulent rien voir, la superpuissance des médias sur le Net est porteuse d'un péril réel.

Surtout au moment où les guerres modernes utilisent d'abord leurs bras médiatiques et de propagande pour tromper l'ennemi. Il y a longtemps que les politiques comme les militaires ont intégré dans leurs plans opérationnels les principes de la société de communication et la structuration du monde en un réseau serré de médias d'information.

Il est donc clair que des officines obscures, qui exploitent des technologies de l'intelligence artificielle et de deepfake, mènent une guerre médiatique multidimensionnelle contre l'Algérie et ses institutions. «Il s'agit d'une guerre algorithmique alimentée par des trolls électroniques, visant à garantir la visibilité de toutes les publications hostiles à l'Algérie sur les réseaux sociaux et les différentes plateformes», avait déjà alerté le ministre de la Communication, Mohamed Meziane.

Lutte contre les feux de forêts Le cadre législatif renforcé



El-Houari Dilmi

La loi relative aux forêts et aux richesses forestières, visant à leur préservation, leur valorisation et leur exploitation rationnelle dans le cadre d'une vision globale et durable, a été abordée, hier mardi, par le Procureur général adjoint près la Cour d'Alger, Mohamed Kamel Eddine Toudjini. S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, le PG adjoint près la Cour d'Alger a expliqué que cette loi n° 23-21 a pour objectif de définir et de fixer les règles de gestion, de protection, d'extension et de développement du patrimoine forestier national dans le cadre d'un développement durable, ainsi que l'exploitation des forêts et des terres à vocation forestière et leur protection de la déforestation et de l'érosion. «Elle a également pour objet la protection de la flore et de la faune sauvages, à la conservation des sols, à la lutte contre la désertification et à la valorisation des forêts et des richesses forestières, avec la contribution des

autres secteurs concernés» a-t-il ajouté. Le même responsable a également expliqué que l'un des volets les plus importants, est celui lié «aux peines de prison et des amendes face à tout auteur d'infractions relatives aux incendies et aux dégradations des forêts, infractions relatives aux défrichements, pâturages et labours, infractions relatives aux constructions et occupations illicites dans le domaine public forestier ou celles relatives aux prospections, sondages, fouilles et extractions minières illicites ou de dépôt de matériaux de construction et gravats outre les infractions liées aux exploitations ou usages illicites des produits forestiers ligneux et les infractions relatives aux atteintes à la richesse faunistiques et floristique», a-t-il souligné. «Et pour accentuer la lutte contre les feux de forêts provoqués de manière volontaire, le Code de procédure pénal a rattaché la gestion de ces dossiers à la section anti-terroriste et crime organisé près le Tribunal de Sidi M'hamed (Alger) », a-t-il précisé. Le Procureur général

adjoint près la Cour d'Alger a également explicité les nouvelles attributions de la police des forêts instituées par la loi 23-21 relative aux forêts et aux richesses forestières, «cela en plus des agents jouissant de la qualité d'officier de police judiciaire relevant de la Gendarmerie nationale et de la Sûreté nationale», a-t-il précisé. Concernant les peines de prison encourues, l'invité de la Radio a expliqué que la peine «peut aller de 3 à 5 ans de prison ferme pour les infractions délictuelles, et de 5 à 10 ans de réclusion criminelle, voire la perpétuité pour incendies provoqués de manière intentionnelle», ajoutant qu'en cas de mort d'homme, considéré comme un homicide volontaire, la peine capitale peut être requise ou prononcée par la juridiction compétente, avec des amendes qui peuvent aller de 300.000 DA à 5 millions de dinars. L'hôte de la Radio a enfin rappelé les nouvelles dispositions contenues dans la loi 23-21 du 23 décembre 2023, relative à la réhabilitation du barrage vert et la lutte contre la désertification.

Protection civile

Renforcer la coopération entre l'Algérie et l'Italie

Le Directeur général de la Protection civile, le Colonel Boualem Bourelaf a mis l'accent, mardi à Alger, sur l'importance de renforcer la coopération entre la protection civile algérienne et son homologue italienne, notamment en matière de formation, de prévention et d'utilisation des nouvelles technologies.

Lors de l'audience qu'il a accordée à une délégation du Corps national italien des sapeurs-pompiers (protection civile), conduite par son directeur général, M. Eros Mannino, au siège de l'Unité nationale d'instruction et d'intervention, le colonel Bourelaf a présenté un exposé sur l'état de la coopération algéro-italienne dans le domaine de la protection civile, aux plans bilatéral et multilatéral.

Au regard de «la grande expertise de la protection civile (italienne) en matière de lutte contre les feux de forêts et de l'importance de ses structures de formation, la Direction générale de la Protection civile algérienne veut développer la coopération avec son

homologue italienne dans les domaines de la formation, de la prévention et de l'utilisation des nouvelles techniques, ainsi que l'assistance mutuelle dans les situations d'urgence ou de catastrophe, outre l'échange d'expertises et le jumelage entre les écoles algérienne et italienne de la protection civile».

Pour sa part, le directeur général du Corps national italien des sapeurs-pompiers a mis en avant l'importance de sa visite en Algérie en vue de «consolider le dialogue technique entre les deux corps, mettre en œuvre une coopération concrète et procéder à un échange d'expériences», souhaitant que cette visite aboutisse à l'établissement d'une base solide de coopération entre les deux parties, notamment en matière «d'échange d'expertises et de formation pour améliorer les capacités opérationnelles» des deux parties.

A cette occasion, la délégation italienne a assisté, au siège de l'Unité nationale d'instruction et d'intervention, à un exposé

concernant l'aspect opérationnel de la Protection civile algérienne, en sus de l'échange d'expériences entre les équipes opérationnelles des deux corps sur les méthodes de réponse face aux situations d'urgence.

La délégation italienne effectuera, mardi après-midi, une visite au siège la Direction générale de la Protection Civile pour prendre connaissance du fonctionnement du Centre national de coordination opérationnelle, et des différentes plateformes numériques utilisées.

La visite de la délégation italienne en Algérie (du 23 au 25 juin), s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations de coopération entre les deux pays dans le domaine de la Protection civile et de la gestion des risques majeurs, à la lumière de la volonté commune de renforcer l'échange d'expertises techniques et de consolider les mécanismes de coordination bilatérale, ainsi que la prévention et la gestion des catastrophes naturelles, industrielles et technologiques.

avoir à fournir d'autres documents administratifs. «Dans le cadre de la poursuite de la simplification des procédures et de l'amélioration de la performance du secteur judiciaire, le ministère de la Justice porte à la connaissance des citoyens qu'ils peuvent

obtenir l'extrait de leur casier judiciaire (bulletin n3), simplement en présentant la carte d'identité nationale biométrique, le passeport national biométrique, ou le permis de conduire biométrique, sans avoir à fournir d'autres documents administratifs».

Sonatrach Une feuille de route pour réduire les gaz torchés à 1%



Le Président-directeur général de Sonatrach, Rachid Hachichi, a souligné, mardi à Oran, que le groupe a mis en place une feuille de route ambitieuse visant à réduire les gaz torchés à un taux de 1% à l'horizon 2030. Lors de l'ouverture de la 12e édition des Journées scientifiques et techniques de Sonatrach, (JST-12), M. Hachichi a précisé que le groupe s'est fixé l'objectif de «réduire les gaz torchés à 1% d'ici 2030 et de faire passer le taux d'émissions fugitives de méthane dans ses installations gazières à moins de 3%».

Cette démarche, a-t-il expliqué, s'inscrit dans le cadre «des engagements de l'Algérie envers les recommandations de la Conférence des Parties à la Convention des Nations unies sur les changements climatiques, adoptée en 2015 et ratifiée par notre pays».

Le P-dg de Sonatrach a, par ailleurs, souligné que «la responsabilité environnementale nous impose de réduire notre empreinte carbone et de trouver un équilibre entre les exigences de production et les impératifs de préservation de l'écosystème».

Dans ce contexte, Sonatrach déploie, à travers sa nouvelle politique climatique adoptée en février 2025, «un système efficace de suivi et de contrôle, en s'appuyant principalement sur ses capacités en recherche et développement, afin de maîtriser l'empreinte carbone», a-t-il précisé. Il a relevé qu'une transition énergétique réussie «nécessite l'adoption d'un nouveau modèle énergétique dans lequel le gaz se présente comme l'élément de transition privilégié et l'hydrogène comme vecteur-clé de décarbonations».

La préservation de l'environnement et le développement durable sont «des priorités dans la transition énergétique qui repose sur trois axes», a-t-il indiqué, précisant que l'un de ces axes concerne «les nouveaux défis dans l'exploration et la production de pétrole et de gaz, confrontés à des mutations profondes qui exigent une recherche constante de solutions scientifiques et pratiques innovantes et plus efficaces pour exploiter les ressources en hydrocarbures».

Il a également souligné que les défis liés à l'exploration en eaux profondes et dans les gisements non conventionnels «nous obligent à adopter des outils et techniques avancés pour renforcer notre compétitivité et améliorer la rentabilité de nos opérations».

Pour ce même responsable, les données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), ont révélé que le secteur pétrolier et gazier mondial «a investi près de 1.000 milliards de dollars, en 2023, dans l'exploration et le développement, dont une part croissante - environ 15 % - est désormais destinée aux technologies numériques et aux solutions à faible émission de carbone».

Par ailleurs, le pilier de la transformation numérique constitue, selon l'intervenant, «un moteur-clé d'efficacité

et de transparence au cœur de cette stratégie», ajoutant, dans ce cadre, que Sonatrach œuvre à «intégrer l'intelligence artificielle, l'internet des objets et l'analyse des méga-données dans toutes les chaînes de valeur, ce qui lui permet d'anticiper et de prendre des décisions rapides et précises».

Selon M. Hachichi, l'intelligence artificielle (IA) dans l'industrie pétrolière «représente à elle seule un marché en pleine croissance, permettant la prévision des réserves, la maintenance préventive et la réduction des coûts d'exploitation».

Le Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie chargé des Energies renouvelables, Nouredine Yassaa, a souligné, pour sa part, que l'Algérie s'emploie à renforcer sa souveraineté technologique et à consolider son intégration industrielle en localisant les chaînes de valeur stratégiques, notamment dans le secteur de l'énergie solaire.

M. Yassaa a indiqué que «des initiatives concrètes, telles que la production locale de panneaux solaires photovoltaïques, constituent une première étape vers la fabrication d'équipements d'énergie renouvelable», précisant que ce type de projets «mérite d'être élargi et soutenu par le secteur de la recherche et du développement pour renforcer les capacités technologiques nationales». Il a ajouté que le développement des startups «constitue également un levier fondamental pour atteindre cet objectif».

«Grâce à l'innovation dans les domaines des énergies renouvelables, du stockage, des réseaux intelligents et de la gestion intelligente de l'énergie, ces startups contribuent non seulement à la diversification du mix énergétique, mais aussi à la réduction de la dépendance aux hydrocarbures, tout en assurant un approvisionnement durable, local et résilient», a-t-il mentionné.

Le Secrétaire d'Etat a rappelé que «l'Algérie, riche en ressources fossiles et renouvelables, fait face à un double défi : répondre à la demande croissante d'énergie liée à la croissance démographique, au développement économique et à l'urbanisation, tout en respectant ses engagements internationaux dans la lutte contre le changement climatique».

Il a souligné que ce défi «exige une transition progressive vers un modèle énergétique plus durable, combinant énergies nouvelles et renouvelables, l'amélioration de l'efficacité énergétique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre».

Il a estimé que «d'ici 2050, la demande mondiale en énergie continuera d'augmenter rapidement, ce qui fait de la diversification des sources d'énergie une priorité stratégique», ajoutant que cela «inclut la promotion des énergies renouvelables (solaire, éolienne, biomasse, entre autres), ainsi que le développement de méthodes à faible teneur en carbone utilisant le gaz naturel».

Forum économique mondial en Chine La situation géopolitique est «la plus complexe» depuis des décennies



Le monde fait face à la situation géopolitique «la plus complexe» depuis des décennies, a déclaré mardi à l'AFP le nouveau président du Forum économique mondial Borge Brende, en marge d'un sommet dans la ville chinoise de Tianjin. «C'est le contexte géopolitique et géoéconomique le plus complexe que nous ayons vu depuis des décennies», a dit Borge Brende. «Si nous ne parvenons pas à relancer la croissance, nous pourrions malheureusement connaître une décennie de croissance plus faible», a-t-il ajouté.

Plusieurs responsables politiques et acteurs économiques venus du monde entier, dont le Premier ministre singapourien Lawrence Wong, participent cette semaine à la rencontre du Forum économique mondial (WEF) à Tianjin. Cette réunion est également connue sous le nom de «Davos d'été», en référence au célèbre Forum de Davos également organisé annuellement par l'organisation présidée par M. Brende.

La réunion du WEF intervient en plein conflit entre l'Iran, Israël et les Etats-Unis, et après plusieurs mois d'un bras de fer commercial entre Pékin et Washington lancé par le président américain Donald Trump. Il est pour l'heure «trop tôt» pour évaluer pleinement l'impact de cette guerre commerciale, a estimé mardi Borge Brende auprès de l'AFP. «Mais la mondialisation telle que nous l'avons connue a maintenant évolué vers un système différent», a-t-il poursuivi. «Un nouveau chapitre s'ouvre... d'autant que le commerce était le moteur de la croissance». M. Brende a également averti des conséquences «très négatives» des conflits armés en cours sur l'économie mondiale.

«LA CHINE COMPTE»

La tenue du Forum économi-

que mondial en Chine a lieu à un moment de grande incertitude pour la deuxième économie mondiale, mise en difficulté par une longue crise immobilière et une consommation intérieure atone.

«La Chine compte vraiment», a déclaré mardi M. Brende, ajoutant qu'il s'attend à ce que le pays représente près de 30% de la croissance mondiale en 2025. «La Chine oriente davantage son économie vers le commerce numérique, les services et s'ouvre maintenant à une consommation intérieure croissante - ce qui est important», a-t-il ajouté.

Depuis l'an dernier, l'Etat-parti chinois a dévoilé une série de mesures visant à stimuler la consommation intérieure, notamment à travers des réductions de taux directeurs et la suppression de certaines restrictions sur l'achat de logements.

Mais de nombreux économistes restent sceptiques quant à la capacité de l'économie chinoise à atteindre son objectif de croissance officiel «d'environ 5%» pour l'année. Pékin espère notamment que les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle (IA) pourront tirer sa croissance future. «Dans le passé, le commerce était le moteur de la croissance, mais on ne peut pas exclure que les nouvelles technologies, y compris l'IA, puissent (...) peut-être remplacer le rôle important que le commerce avait», a déclaré M. Brende à l'AFP.

Bien que le commerce reste «très important», les technologies de rupture peuvent apporter le coup de pouce de productivité nécessaire pour «éviter une décennie de croissance atone», a-t-il ajouté. En marge du forum, plusieurs conférences et réunions se tiennent cette semaine dans le vaste centre de conférence à Tianjin, avec la présence remarquée mardi de l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair.

Otan Un sommet pour apaiser Trump

Sous la pression de Donald Trump, l'Otan s'appête à s'engager sur une hausse spectaculaire de ses dépenses de sécurité, lors d'un sommet mardi et mercredi à La Haye visant à rassurer sur le devenir de l'Alliance et calibré pour éviter un esclandre du président américain.

Les frappes américaines en Iran, et l'annonce par le président américain d'un cessez-le-feu entre l'Iran et Israël, seront évidemment dans tous les esprits. Mais le secrétaire général de l'Alliance Mark Rutte espère que la situation au Moyen-Orient ne chamboulera pas complètement la chorégraphie du sommet qu'il a déjà qualifié d'«historique», après les craintes d'un désengagement américain en Europe. L'Ukraine, invitée d'honneur du précédent sommet à Washington l'an dernier, sera cette fois contrainte à davantage de discrétion face aux réticences américaines. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky sera bien présent à La Haye, mais pas en tant que participant officiel du sommet. Il était l'invité du roi mardi soir.

Depuis son retour à la Maison Blanche, Donald Trump n'a eu de cesse de réclamer des pays européens de l'Alliance, et du Canada, qu'ils allouent au moins 5% de leur produit intérieur brut (PIB) à leur défense. Avec cette exigence en tête, les 32 pays membres se sont mis d'accord sur un compromis: un engagement à consacrer, d'ici 2035, 3,5% aux dépenses militaires stricto sensu, et 1,5% à des dépenses de sécurité au sens large, comme la cybersécurité ou la mobilité militaire. Ces dernières sont nettement plus faciles à atteindre dans la mesure où elles sont pour la plupart déjà envisagées ou planifiées par les Etats. Même limité à 3,5% l'effort budgétaire est considérable, plusieurs centaines de milliards d'euros, pour nombre de pays qui peinent déjà à atteindre l'objectif de 2% de dépenses militaires, fixé en 2014 lors d'un précédent sommet. Lundi, Mark Rutte s'est réjoui de ce «bond en avant». Les Etats-Unis auraient d'ailleurs souhaité que le



communiqué final du sommet se limite à cet objectif de 5%. Mais pour les Alliés européens, la menace russe devait être mentionnée.

«QUESTIONS NON TRANCHÉES»

Lundi soir, le Premier ministre britannique Keir Starmer a annoncé que le Royaume-Uni s'engageait à atteindre l'objectif de 5%. «Nous devons naviguer dans une ère d'extrême incertitude avec agilité, rapidité et avec une vision claire de l'intérêt national, pour garantir la sécurité» de la population, a-t-il expliqué. Dans une tribune commune publiée lundi soir par le Financial Times, Emmanuel Macron et Friedrich Merz ont de leur côté souligné que l'Europe devait se réarmer «non pas parce que quelqu'un nous le demande, mais parce que nous sommes clairvoyants et le devons à nos citoyens».

Le chef de l'Etat français et le chancelier allemand envoient aussi un message au président américain pour tenter de garder le conflit en

Ukraine haut dans l'ordre du jour: «la principale source d'instabilité pour l'Europe vient de Russie», martèlent-ils, et il faut donc «accroître la pression» sur Moscou, «y compris par des sanctions», pour aboutir à un cessez-le-feu avec Kiev. La déclaration finale du sommet devrait réserver quelques mots pour l'Ukraine. Les Alliés réaffirmeront leur soutien à Kiev, qui a déjà atteint cette année quelque 35 milliards d'euros, a assuré lundi Mark Rutte.

Ce dernier, de retour dans sa ville natale, n'est toutefois pas à l'abri d'un coup de théâtre de la part du président américain, comme son départ précipité du G7 la semaine dernière. «Si le sommet se passe à peu près normalement, ce sera une victoire», résume auprès de l'AFP Camille Grand, du Conseil européen pour les affaires étrangères (ECFR). «Mais les inconnues restent nombreuses. Les questions non tranchées aussi», souligne-t-il. «Le noeud gordien Russie-Ukraine ne sera pas tranché à La Haye. Pourtant c'est ce qui motive les Européens à dépenser plus...», note-t-il.

France Les contrôles d'identité en hausse, avec des populations plus exposées

Les contrôles d'identité ont augmenté de 10% entre 2016 et 2024 en France pour atteindre un quart de la population, selon une enquête du Défenseur des droits (DDD) dévoilée mardi, avec un risque quatre fois plus élevé pour les jeunes hommes «noirs, arabes ou maghrébins». Selon cette enquête accès aux droits (EAD) sur les relations entre les forces de sécurité et la population menée par le DDD, autorité administrative indépendante de l'Etat, en 2024, 26% des personnes interrogées ont déclaré avoir été contrôlées par la police ou la gendarmerie au moins une fois au cours des cinq dernières années (contre 16% en 2016).

Parmi elles, 41% ont entre 18 et 24 ans, 13% sont âgées de 65 à 79 ans. Pour les personnes perçues comme «arabes, noires ou maghrébines», 39% d'entre elles ont été contrôlées au moins une fois sur les cinq dernières années, contre 23% pour les personnes perçues comme

blanches exclusivement. Selon les analyses du DDD, basées sur des méthodes statistiques, les jeunes hommes perçus comme «arabes, noirs ou maghrébins» ont 4 fois plus de risque d'avoir été contrôlés au moins une fois par la police que le reste de la population et ont 12 fois plus de risque d'avoir connu un contrôle poussé (fouille, palpation, ordre de partir, etc). L'EAD a été réalisée d'octobre 2024 à janvier 2025 par l'institut de sondage Ipsos sur un échantillon représentatif de la population française de 5.030 personnes, âgées de 18 à 79 ans, résidant en France métropolitaine, questionnées chacune durant 37 minutes, sur leur perception du contrôle d'identité, mais également du dépôt de plainte, de la main courante et de la confiance en la police et la gendarmerie. Cette enquête est le renouvellement d'une précédente étude inédite de 2016.

La nouvelle enquête pointe également que le motif du contrôle n'est

pas explicité par les forces de sécurité pour plus d'une personne sur deux (52%) et près d'une personne sur cinq déclare avoir eu un comportement inapproprié de la part des policiers et/ou gendarmes (tutoiement, insultes, provocations, brutalités). Ces comportements inappropriés ont été davantage rapportés par les personnes perçues comme «noires, arabes ou maghrébines» ainsi que par les personnes qui se déclarent non hétérosexuelles, et les personnes au chômage, souligne l'enquête.

21 % des personnes déclarent que policiers ou gendarmes ont refusé de prendre leur plainte ou leur main courante. Parmi elles, 37% sont en situation de handicap, 33% portent un signe religieux, 30% sont au chômage, 28% sont perçues comme «noires, arabes ou maghrébines». Enfin, 53% des personnes à qui a été expliqué le contrôle d'identité dont elles ont fait l'objet ont déclaré être confiantes envers l'institution policière

Attentat à Damas

Les autorités syriennes annoncent plusieurs arrestations

Les autorités syriennes ont annoncé lundi avoir arrêté six personnes «impliquées» dans l'attentat-suicide attribué à l'Etat islamique contre une église orthodoxe à Damas, qui a ravivé les inquiétudes des minorités dans le pays.

Deux autres personnes «impliquées» ont été tuées, selon cette même source. L'annonce de ces arrestations intervient quelques heures après que le président intérimaire syrien Ahmad al-Chareh a promis de traduire en justice les personnes liées à cet attentat «odieux» qui a fait au moins 25 morts. Le ministère de l'Intérieur a déclaré que «plusieurs criminels impliqués dans l'attaque contre l'église Saint-Elie (avaient) été arrêtés».

Des «ceintures d'explosifs, des mines prêtes à être déclenchées et une moto piégée» ont été saisies «dans une cache lors d'une opération de sécurité ciblant des cellules de l'organisation terroriste Daech (acronyme arabe de l'Etat islamique)» dans la région de Damas, selon le ministère. «Ces opérations ont donné lieu à des affrontements au cours desquels le chef de la cellule et cinq membres ont été arrêtés, tandis que deux autres ont été tués: l'un était le principal planificateur de l'entrée du kamikaze dans l'église, l'autre préparait également une attaque terroriste dans un quartier de la capitale», a ajouté le ministère.

D'après les autorités, un assaillant du groupe jihadiste Etat islamique a fait irruption dimanche dans l'église Saint-Elie du quartier de Dwelaa, et a tiré sur les fidèles, avant d'activer sa ceinture d'explosifs. Le groupe Etat islamique (EI) n'a pas revendiqué l'attentat contre l'église orthodoxe.



«CRIME ODEUX»

Depuis sa prise de pouvoir, le président Chareh tente de présenter un visage rassurant à la communauté internationale qui l'exhorte à respecter les libertés et protéger les minorités. «Nous travaillerons jour et nuit pour arrêter tous ceux qui ont participé ou planifié ce crime odieux, et les traduire en justice afin qu'ils reçoivent la peine qu'ils méritent», a-t-il martelé dans un communiqué. L'attentat visant «des innocents en sécurité dans leurs lieux de culte nous rappelle l'importance de la solidarité et de l'unité - gouvernement et peuple - face à tout ce qui menace la sécurité et la stabilité de notre patrie», a ajouté M. Chareh. «Gloire au Christ», «Le sang des chrétiens est précieux», ont scandé lundi soir des centaines de manifestants dans le quar-

tier chrétien de Bab Touma à Damas, dénonçant l'attentat et réclamant justice, selon un correspondant de l'AFP.

Cet attentat a été condamné par les Nations unies et nombre de pays, dont la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne. Soutien des nouvelles autorités à Damas, la Turquie ne laissera pas la Syrie se faire «entraîner à nouveau dans l'instabilité», a mis en garde son président Recep Tayyip Erdogan. Washington a dénoncé «un acte de lâcheté», tandis que l'Union européenne a condamné une attaque «odieuse», appelant à «intensifier les efforts contre la menace terroriste». Cette attaque est la première du genre depuis la chute le 8 décembre du président syrien d'alors Bachar al-Assad, renversé par une coalition de factions rebelles islamistes dirigée par M. Chareh.

En mai, l'EI avait revendiqué sa première

attaque contre les nouvelles forces gouvernementales syriennes, qui avaient ensuite arrêté des membres de cellules de l'EI à Alep dans le nord et près de Damas.

La Syrie compte une minorité chrétienne dont le nombre est passé d'environ un million avant le début du conflit en 2011 à moins de 300.000, selon des experts, en raison de l'exode et de l'émigration. Durant les près de 14 ans de guerre civile, des églises ont été endommagées et des attaques ont eu lieu près de lieux de culte chrétiens mais aucun attentat suicide n'avait frappé à l'intérieur d'une église, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme.

La sécurité reste l'un des plus grands défis pour les autorités syriennes, appelées par la communauté internationale à protéger les minorités et à les inclure dans le processus de transition.

À la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge Confusion et inquiétude

Des dizaines de travailleurs et de touristes sont bloqués mardi devant le portail fermé du principal point de passage entre la Thaïlande et le Cambodge, dont le vieux différend frontalier prend une ampleur rarement vue.

Les deux royaumes d'Asie du Sud-Est sont à couteaux tirés depuis la mort d'un soldat khmer lors d'un échange de tirs avec l'armée thaïlandaise, dans une zone frontalière disputée, fin mai. Bangkok et Phnom Penh s'opposent depuis des décennies sur le tracé de leur frontière commune longue de plus de 800 kilomètres, héritage de la présence française en Indochine, mais depuis les affrontements meurtriers de 2008-2011, jamais de telles tensions n'ont tiré la région. L'armée thaïlandaise a annoncé lundi soir la fermeture de tous les points de passage terrestres, sauf pour les étudiants et les personnes nécessitant un traitement médical.

Dans la ville d'Aranyaprathet (est), un portail doré a coupé la route habituellement fréquentée menant à Poipet, au Cambodge. La police anti-émeute surveille les dizaines de personnes bloquées, alors que des véhicules font demi-tour. Ce point de passage, situé sur l'axe reliant la capitale thaïlandaise Bangkok aux temples d'Angkor, est réputé pour

son activité commerciale, et ses casinos côté cambodgien.

Une cinquantaine de travailleurs cambodgiens, principalement des commerçants, patientent devant la frontière, sans savoir quand ils pourront rentrer chez eux. «Je voulais rentrer la nuit dernière (lundi), mais j'ai dû dormir dans ma boutique, parce que la police ne m'a pas laissée traverser», explique Malin Po, 38 ans, qui vend des vêtements. «Je traverse la frontière tous les jours», décrit-elle. La frustration et la confusion ont gagné la population, dépourvue par le peu d'informations, assure-t-elle. Chanta Wo, 32 ans, essaye de rentrer au Cambodge depuis qu'il a appris le décès de sa belle-mère. Ce charpentier voyage avec sa femme, leur fille de deux ans et leur bébé d'un mois, dont il a changé la couche sur un banc près du poste frontière.

«TRÈS INQUIET»

«Je suis très inquiet», admet-il. Quelques touristes étrangers guettent aussi un signe des autorités sous la chaleur moite. L'Italien Matteo Toso, 34 ans, visite l'Asie à sac à dos depuis deux mois. «Je vais devoir peut-être retourner à Bangkok, et prendre un avion pour le Cambodge, mais c'est plus cher»,

pense-t-il. Les tensions entre la Thaïlande et le Cambodge, deux destinations prisées des backpackers, pourraient dissuader les visiteurs de venir, estime le Turinois. La police aux frontières thaïlandaise a indiqué ne pas savoir quand la frontière allait rouvrir, précisant que ses agents sur le terrain suivaient des ordres militaires, sans disposer de plus d'éléments.

Bangkok a imposé des restrictions de déplacement depuis des semaines, ce à quoi Phnom Penh a riposté en interdisant l'importation de carburant ainsi que de fruits et de légumes auprès de son voisin plus riche et plus grand. Les discussions visant à apaiser les tensions sont à l'arrêt.

Pis, la confiance est plus basse depuis que l'ancien Premier ministre cambodgien Hun Sen a fait fuiter un appel téléphonique avec la chef du gouvernement thaïlandaise, Paetongtarn Shinawatra. Cette conversation privée a provoqué le départ d'un important parti de la coalition au pouvoir, qui a accusé Paetongtarn de manquer de poigne dans ce dossier. Depuis 2008, au moins 28 personnes sont mortes en lien avec ce conflit territorial, surtout entre 2008 et 2011, au cœur des tensions autour du temple cambodgien de Preah Vihear.



El Oued, Batna

Près de 82.000 unités
de psychotropes interceptées

K. Assia et APS

Deux tentatives de contrebande de stupéfiants ont été mises en échec par les services de la direction régionale des douanes de Ouargla. Une quantité de 52.200 comprimés psychotropes a été saisie et trois individus ont été arrêtés. La première opération a été effectuée hier matin lorsque les éléments de la brigade polyvalente des douanes de Still relevant de l'inspection divisionnaire des douanes d'El Oued sont parvenus en collaboration avec les éléments de l'ANP de la 4ème région militaire à mettre la main sur une quantité de 37.350 comprimés psychotropes de marque Prégabaline 300 mg, a-t-on appris auprès de Mme Arrous Ibtissem, sous-directrice de l'informatique et de la communication à la direction régionale des douanes

de Ouargla. Les psychotropes ont été découverts lors de la fouille d'un véhicule et étaient soigneusement dissimulée en dessous de caisses de légumes vides. Le conducteur du véhicule a été arrêté et remis aux services compétents pour le complément des investigations.

La deuxième affaire a été traitée avant hier, lorsque les douaniers de Still en collaboration avec les gendarmes de la même localité ont arrêté deux individus qui étaient à bord d'un véhicule touristique pour détention et contrebande de produits psychotropes. Lors de la fouille, les douaniers et les gendarmes ont découvert 14.850 comprimés psychotropes de marque Prégabaline 300 mg qui étaient dissimulés dans des cachettes aménagées. Les deux individus ont été remis aux services de la gendarmerie.

Dans la wilaya de Batna, les éléments

de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale d'Ain Touta ont saisi 29.985 capsules psychotropes, a indiqué, mardi, le chef de cette brigade, l'adjudant-chef Farid Nasri.

L'opération, inscrite dans le cadre de la lutte contre le crime organisé, fait suite à des informations parvenues aux éléments de la Gendarmerie nationale faisant état que des trafiquants s'apprêtent à procéder à la contrebande d'une quantité considérable de substances psychotropes.

L'enquête aussitôt diligentée a abouti à l'arrestation d'un suspect, repris de justice, et à la saisie de 29.985 capsules psychotropes dissimulées dans le tracteur d'une semi-remorque.

Le suspect, âgé de 38 ans devra être présenté devant les autorités judiciaires à l'issue de l'enquête, a ajouté la même source.

Alger

L'électricité rétablie après
une panne touchant
plusieurs communes



Le Groupe Sonelgaz a réparé, lundi, une grande panne enregistrée au niveau d'un réseau de haute tension électrique assurant l'alimentation de plusieurs communes d'Alger ce qui a permis de rétablir l'électricité en un temps record, a affirmé le porte-parole du groupe, Khalil Hedna.

Dans une déclaration à la presse, M. Hedna a affirmé que la panne qui a touché lundi les communes de Bouzaréah, Aïn Benian, Staouali, Zeralda, Cheraga et Draria et une partie de Tixeraine, a été réparée ce qui a permis

de rétablir l'approvisionnement en électricité en "un délai record", et ce, a-t-il dit, grâce "au professionnalisme et à l'intervention efficace des agents de Sonelgaz".

Le porte-parole officiel du Groupe a affirmé que "les équipes de Sonelgaz sont mobilisées sur le terrain pour assurer un service de qualité en matière d'approvisionnement et d'alimentation en électricité".

M. Hedna a rappelé que la société a mis le numéro 3303 à la disposition de ses clients, en cas de panne, de dysfonctionnement ou de coupure de gaz ou d'électricité.

Blida

Un plan contre l'insécurité
routière

Les services de sécurité de la wilaya de Blida ont lancé, lundi, un programme de sensibilisation commun, en coordination avec les différents acteurs du domaine de la sécurité routière, au profit des usagers de la route et les conducteurs de véhicules.

Lancé dans le cadre de la campagne nationale de sensibilisation initiée par la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) à l'occasion de la saison estivale 2025, ce programme qui se poursuivra tout au long de la saison estivale, est organisé en coordination avec le groupement régional de la Gendarmerie nationale, la Protection civile, les directions de wilaya concernées ainsi que la société civile, a indiqué le chargé de la cellule de communication à la sûreté de wilaya, le commissaire de police Yahia Rehali, dans une déclaration à la presse en marge du lancement de cette campagne de sensibilisation.

Il a fait part de la prise, au titre de cette campagne, de nombreuses mesures préventives en prévision de la grande affluence de citoyens et de familles qui convergeront durant cet été vers les villes côtières et touristiques, citant notamment l'éradication des parkings anarchiques et la sensibilisation des citoyens à la nécessité de coopérer avec les services de sécurité et de respecter le code de la route.

A son tour, la chargée de communication auprès du groupement régional de la Gendarmerie nationale, commandant Belbay Ghrai-

cia, a fait part de la mise au point, dans le cadre de la campagne nationale de prévention contre les accidents de la route, organisée durant cet été 2025 sous le slogan "Conduite prudente, vacances sans danger", d'un plan d'action visant à assurer une présence permanente et efficace des unités sur le terrain afin de faciliter le trafic routier et lutter contre l'insécurité routière et les infractions au code de la route. Cette campagne, qui se poursuivra jusqu'au 31 août prochain, vise à instaurer une culture de sensibilisation pour endiguer les accidents de la route, a-t-elle ajouté.

Cette campagne a été lancée au niveau de plusieurs points de la wilaya, notamment le barrage de sécurité installé sur le chemin de wilaya "boulevard 13 Mai" de Blida, et la gare routière Ramoul, où des dépliants sur le respect du code de la route, avec des instructions préventives contre l'excès de vitesse, les dépassements et les manœuvres dangereuses, ont été expliqués aux citoyens.

L'opération a, également, ciblé les conducteurs de bus inter-wilayas, appelés à l'occasion à éviter l'excès de vitesse, notamment lors du transport de voyageurs, et à procéder au contrôle périodique et administratif des bus pour garantir la sécurité de tous.

Des recommandations sécuritaires ont été, aussi, prodiguées aux citoyens concernant les risques liés à la restauration rapide, pour éviter les intoxications alimentaires, notamment en période estivale.

El-Oued

320 logements sociaux bientôt attribués

Au moins 320 logements de type public locatif (LPL) seront attribués prochainement à leurs bénéficiaires dans la wilaya d'El-Oued, a-t-on appris mardi des services de la wilaya.

Ces logements, dont la liste nominative des bénéficiaires vient d'être rendue publique, sont localisés dans sept (7) communes de la wilaya, dont El-Oued avec 100 unités, Oued El-Allenda avec

20 unités et les 200 unités restantes réparties équitablement entre les communes d'El-Bayadha, Robbah, Guemmar, Reguiba et El-Magrane, a-t-on détaillé.

Le wali d'El-Oued, Larbi Bahloul, a appelé, lors d'une réunion de l'exécutif consacrée à cette opération d'attribution, à l'examen minutieux et transparent des listes des bénéficiaires pour garantir l'équité, sur la base du principe de priorité,

conformément aux textes réglementaires définissant les conditions d'attribution du logement social.

Le chef de l'exécutif a fait savoir que les services de la wilaya accordent une grande importance à la concrétisation des différents programmes d'habitat dans la wilaya, instruisant les instances concernées, bureaux d'études et entreprises de réalisation, au respect des délais et des normes de réalisation.

Batna

Un atelier clandestin de produits chimiques
démantelé

Les éléments de la brigade de l'environnement et de l'urbanisme du service de l'ordre public de la sûreté de wilaya de Batna ont démantelé en coordination avec la direction du commerce, un atelier clandestin de fabrication de produits chimiques dangereux sans autorisation à la cité Kechida de la ville de Batna, selon un communiqué de

la cellule de communication de cette sûreté. Le communiqué a précisé que le propriétaire de l'atelier exerçait l'activité de fabrication de produits dangereux en l'occurrence l'esprit de sel sans autorisation en plus de la non-soumission du produit aux analyses requises, a ajouté le communiqué.

L'opération a permis de saisir

1.600 litres d'une matière première utilisée pour la fabrication de l'esprit de sel, 600 bouteilles pleines de 75 centilitres de contenance et 800 autres bouteilles prêtes à être remplies, selon le document. Les mesures légales seront engagées contre le propriétaire de l'atelier âgé de 41 ans en coordination par le parquet compétent, a-t-on indiqué.

Sétif

13 nouveaux établissements scolaires livrés
avant la rentrée

Treize (13) nouveaux établissements scolaires des trois paliers de l'enseignement devront être réceptionnés « à la prochaine rentrée scolaire 2025-2026 » dans la commune de Sétif, selon les services de wilaya. Il s'agit de deux lycées d'une capacité de 1000 places chacun, de quatre collèges d'enseignement moyen (CEM) de base 6 et de sept écoles primaires de 12 classes chacune qui se trouvent actuellement

en cours de réalisation dans les pôles urbains Abid Ali, Bir N'sa, Gaoua et El Hidhab, a précisé la même source.

La réception de ces infrastructures dont les taux d'avancement des travaux varient entre 45 % et 80 % contribuera à garantir de meilleures conditions d'accueil des élèves des trois paliers au niveau de ces nouveaux pôles urbains qui présentent une forte densité urbaine, se-

lon les services de la wilaya. Ces structures permettront également d'améliorer le rendement pédagogique et de réduire le taux d'occupation des classes, a ajouté la même source.

Des instructions ont été données par les autorités locales aux entreprises de réalisation pour accélérer le rythme des travaux et de les terminer dans les délais contractuels, a-t-on indiqué.

El Tarf

La rationalisation de la consommation
d'électricité mobilise

A. Ouelaa

Dans le cadre du lancement du programme national par la Sonelgaz, visant la rationalisation de la consommation de l'électricité, Sonelgaz a entrepris une vaste campagne de sensibilisation.

Le moment choisi coïncide, justement, avec la période estivale, connue pour une consommation excessive de l'énergie électrique, du fait de l'utilisation massive des climatiseurs et des différents appareils

de réfrigération. L'entreprise compte déployer ses éléments auprès de ses clients afin de leur expliquer l'importance de la rationalisation de la consommation électrique.

Le gros de ce travail se fera auprès des industriels dont le nombre s'élève à 1140, avec 60% de la consommation globale de

l'électricité dans la région. L'entreprise a aussi fait part de ses activités de l'année passée concernant les investissements consentis afin d'améliorer la distribution de l'électricité, les créances détenues auprès notamment des collectivités locales qui constituent un fardeau pour l'entreprise.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

29 dhou el hidja 1446				
El Fedjr 03h39	Dohr 12h51	Assar 16h42	Maghreb 20h14	Icha 21h55



Le wali inspecte les chantiers de réalisation Des directives pour livrer les projets ferroviaires dans les délais

K. Assia

À fin de s'enquérir de l'avancement de nombreux projets de développement notamment dans le secteur ferroviaire, une visite a été effectuée avant-hier par le wali d'Oran M. Samir Chibani dans le quartier des Plateaux où il a inspecté les travaux de réalisation d'un couloir spécifique pour le transfert des réseaux situé à proximité du chemin de fer. Un exposé détaillé sur ce projet a été présenté à l'occasion par le représentant de l'Agence nationale des études, du suivi et de réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) de sorte que l'opération porte sur la réalisation d'un corridor pour le transfert des réseaux où le taux d'avancement de cette opération a

atteint les 7% selon le rapport en question. Un délai de deux mois a été fixé pour la réalisation de ce projet en attendant la concrétisation d'un pont à la hauteur prévue. Dans ce registre, le chef de l'exécutif a instruit les responsables à renforcer le chantier en moyens humains avec un système de 3 fois 8 tout en assurant la qualité des produits dans la réalisation de ce projet afin de le livrer dans les délais.

Autre halte a été effectuée au cours de cette sortie de travail et d'inspection dans la commune de Hassi Bou-nif où il a inspecté les travaux de réalisation d'un réseau d'assainissement des eaux usées situé à proximité du lycée Bekkai Mohamed. L'opération confiée à l'entreprise Hydro canal a été achevée à la grande joie des riverains. Par ailleurs, des directives

ont été aussi données pour achever les travaux de réfection de la chaussée. Toujours dans le cadre du suivi des réalisations ferroviaires, le wali s'est rendu au niveau du projet de réalisation d'une ligne ferroviaire devant relier la commune de Hassi Mefsoukh à Mostaganem sur une distance de 50 km. Cette opération revêt une importance capitale et ouvre de nouvelles perspectives pour le commerce et le transport des marchandises. Ce projet vise à désenclaver ces localités et surtout à renforcer le transport notamment celui des marchandises et alléger ainsi la pression sur les ports de l'ouest du pays. A long terme, cette nouvelle ligne ferroviaire va renforcer la connectivité en dynamisant les échanges commerciaux entre les deux wilayas avec 500 emplois attendus.

Sûreté nationale Lancement de la 2^e phase de la campagne nationale de don de sang

Le coup d'envoi de la deuxième phase de la 19^e édition de la campagne nationale annuelle de don de sang, organisée par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), a été donné lundi au Centre régional des analyses médicales et d'imagerie de la Sûreté nationale «Mohamed Hamidou Boumediene» d'Oran.

La cérémonie de lancement a été présidée par la contrôleur générale de police, Selma Madi, directrice de la santé, de l'action sociale et des activités sportives à la DGSN, accompagnée de l'inspecteur régional de police de l'Ouest et contrôleur général de police, Moussa Belabbes, et du contrôleur de police et chef de la Sûreté de wilaya d'Oran, Abdelhakim Berghouti.

Cette campagne que la Direction générale de la Sûreté nationale or-

ganise régulièrement au sein de ses effectifs, est menée en coordination avec l'Agence nationale du sang et la Fédération algérienne des donneurs de sang. Elle s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale des donneurs de sang (14 juin), et reflète «la volonté de la DGSN de promouvoir les valeurs de solidarité humaine, de responsabilité et de coopération de proximité entre les différentes catégories sociales», a déclaré à la presse le commissaire de police Sofiane Zouaki, chef du bureau des expertises médicales à la DGSN.

Tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour garantir la réussite de cette campagne, en conformité avec les normes sanitaires en vigueur et en collaboration avec les institutions concernées, a-t-il ajouté. De son côté, la

directrice générale de l'Agence nationale du sang, Houria Tewafdit, a salué l'engagement de la Sûreté nationale dans cette campagne, qui se poursuivra jusqu'au 26 juin, appelant les institutions publiques, privées ainsi que les citoyens à y participer activement.

Lors de la première phase de cette campagne, organisée en février dernier, 8.000 poches de sang de différents groupes sanguins avaient été collectées, a-t-elle ajouté, appelant les citoyens à faire don de leur sang, notamment durant la période estivale.

De son côté, Sihem Khadidja Cherif, représentante de la Fédération nationale des donneurs de sang pour les wilayas de l'Ouest, a souligné que ce genre d'initiatives participe au renforcement et à la promotion de l'action humanitaire.

Oued Tlélât Distribution prochaine de 490 logements publics locatifs

Environ 490 logements publics locatifs seront prochainement attribués dans la commune de Oued Tlélât (wilaya d'Oran), a-t-on appris, lundi, auprès de cette collectivité locale.

Les services concernés ont procédé à l'affichage des listes nominatives des bénéficiaires de ce quota de logements et fixé un délai de huit jours pour l'introduction des recours, lesquels doivent être déposés au niveau du Centre culturel «Sidi Mohamed Belkebir» de la même commune, a-t-on précisé de même source.

Il est à noter que les travaux de réalisation de ce programme de logements sont achevés à 100%, y compris les aménagements extérieurs, notamment la réalisation des trottoirs, des espaces verts et des aires de jeux pour enfants. Par ailleurs, les listes nominatives des bénéficiaires de plus de 3.740 loge-

ments publics locatifs ont été publiées récemment, dont 2.000 au profit de la commune d'Oran. Le reste est réparti entre les communes de Aïn El Turck, El Braya, Aïn El Bia, Gdyl, Benfreha, Es-Sénia, El Ançor et Boutléis. L'opération se poursuit à travers les différentes communes de la wilaya, note-t-on.

Signalons que la distribution de 11.144 logements, dans différentes formules, est prévue cette année à Oran, ont indiqué les services de la wilaya. Les services de la direction de l'habitat ont souligné, lors d'une réunion du conseil exécutif présidée, lundi soir, par le wali d'Oran, Samir Chibani, que ce quota de logements comprend 9.298 logements publics locatifs, dont 2.150 unités destinées à la résorption de l'habitat précaire, 1.046 en formule de logement promotionnel aidé LPA et 800 unités sous forme

de location/vente (AADL).

Dans ce cadre, un calendrier de distribution de ces logements a été établi, avec la remise de 6.340 unités dans diverses formules à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la double fête de l'indépendance et de la jeunesse et de 1.294 logements à l'occasion de la commémoration du déclenchement de la glorieuse guerre de libération nationale, a-t-on fait savoir. Pour rappel, depuis le début de l'année 2025, la wilaya d'Oran a relogé 1.200 familles qui vivaient dans des habitations précaires dans les villes d'Oran et d'Arzew. Ces familles ont été relogées dans de nouveaux logements situés dans les pôles urbains de Oued Tlélât, Belgaid, la commune de Misserghine, le quartier «Pépinère» dans la commune de Bir El Djir, ainsi que le quartier «Chahid Khalifa Mahmoud» à Arzew.

Grâce à l'exploitation d'une vidéo L'auteur de coups et blessures par arme blanche arrêté

K. Assia

Agissant sur la base d'une plainte déposée pour agression et aussi après avoir intercepté une vidéo sur les réseaux sociaux montrant un individu en train d'agresser une jeune fille par arme blan-

che, les éléments de la police judiciaire de la 9^{ème} sûreté urbaine sont parvenus en un laps de temps à arrêter l'auteur de ces actes. Ainsi et grâce à un travail mené sur le terrain et aussi aux moyens techniques, les enquêteurs ont réussi en coordination avec les services de

la 18^{ème} sûreté urbaine à l'identifier et aussi à l'arrêter. Les policiers ont récupéré l'arme blanche, un cutter ainsi que d'autres effets. Il a été présenté au tribunal de Fellaoucene pour coups et blessures par arme blanche et a été placé sous mandat de dépôt.

Classé patrimoine national Le «Donjon rouge» intégré aux travaux d'urgence de restauration du Palais du Bey

Le monument historique «Bordj El Ahmar» (le Donjon rouge) a été récemment intégré aux travaux d'urgence engagés pour la restauration du Palais du Bey, situé dans le vieux quartier de Sidi El-Houari à Oran, a-t-on appris auprès de la direction locale de la culture et des arts.

Ce site, également connu sous les noms de «Kasr Lemhal» ou «le Palais rouge», a été ajouté au programme de restauration accélérée du Palais du Bey, lancé il y a deux mois, et dont les travaux avancent à un rythme soutenu, a précisé à l'APS Djamel-Eddine Barka, chef du service du patrimoine. L'inclusion de ce monument dans le projet vise à préserver ce bien culturel et architectural, situé à proximité immédiate du Palais du Bey, a-t-il ajouté.

D'après des sources historiques, le donjon rouge a été érigé vers l'an 1100 par les Maltais, qui l'utilisaient comme centre d'activité commerciale. Le site a été agrandi par les Mérinides, puis modifié à plusieurs reprises, durant la période ottomane et l'occupation espagnole de la ville d'Oran, ainsi que durant la colonisation française. Surnommé «le Donjon rouge» en raison des matériaux rouges utilisés pour sa construction, ce monument comprend sept donjons. Il est classé patrimoine national, faisant partie de l'ensemble fortifié «Rosal Alcazar», inscrit au patrimoine national en 2018. Par ailleurs, des travaux de restauration des deux monuments historiques, la porte «Caravansérail» et le Palais du Bey à Oran, ont été lancés afin de préserver ce riche héritage architectural et culturel, a-t-on appris auprès de la direction locale de la culture et des arts.

Ces deux biens culturels, classés patrimoine culturel national, auront une nouvelle allure grâce notamment à la restauration de la porte «Caravansérail», dont les travaux ont été entamés en mars dernier et devront être achevés dans un délai de cinq mois, avec une enveloppe bud-

gétaire de 30 millions DA, a fait savoir Djamel-Eddine Barka, chef du service patrimoine.

L'installation de cette porte, également connue sous le nom de «Porte des caravanes du palais» et reconnue pour son architecture distinguée, se fait au niveau du Palais du Bey, suite à son transfert du parc «Abdelhamid Ibn Badis», a-t-il précisé. Le «Caravansérail» était initialement l'entrée d'un ancien hôtel de caravanes construit en 1848. Il fut transformé ensuite en hôpital nommé «Saint-Lazare», avant d'être déplacé en 1955 vers le parc «Abdelhamid Ibn Badis», à la suite de la destruction de l'hôpital en 1883.

Il convient de noter qu'Oran, capitale de l'ouest du pays, compte plusieurs portes historiques emblématiques comme «Porte de Canastel», «Porte d'Espagne», «Porte de Tlemcen» et «Porte Santon», témoignant des différentes époques qu'a connues la ville.

En ce qui concerne le Palais du Bey, situé dans l'ancien quartier de Sidi El Houari, il a bénéficié d'une étude et de travaux urgents de consolidation, entamés en avril dernier, a signalé la même source. Les travaux ciblent le palais principal, le Diwan, la Tour des Mérinides et la salle El Moufaddala (La salle de la Préférée) et devront s'achever d'ici la fin de l'année, a-t-on indiqué.

M. Barka a fait savoir qu'une restauration plus globale est prévue en 2026 pour toucher l'ensemble des annexes du palais. Selon des sources historiques, le Palais du Bey remonte à l'époque ottomane et fut édifié en 1792 par Mohamed Bey El Kebir Ben Othmane. Ce site s'étend sur 5,5 hectares et comprend le Diwan, l'aile El Moufaddala, des jardins et divers autres espaces. Il figure parmi les monuments intégrés aux circuits touristiques d'Oran, attirant des visiteurs de tout le pays ainsi que des touristes étrangers. Une entreprise et un bureau d'études retenus.

Un réseau démantelé, plus de 2 kg de kif et de la cocaïne saisis



Un réseau criminel composé de trois individus a été démantelé par les services de la 17^{ème} sûreté urbaine pour détention et commercialisation de stupéfiants. En effet, l'exploitation des informations indiquant que des individus utilisaient leurs domiciles pour stocker et écouler le produit prohibé a permis aux enquêteurs de lancer des investigations de sorte

que le travail mené sur le terrain a donné lieu à leur identification. Un plan minutieux est mis en place une fois toutes les procédures judiciaires achevées auprès du tribunal d'Oran et trois personnes sont arrêtées. Les policiers ont saisi 2,776 g de kif traité et 50 g de cocaïne. Ils ont été présentés au tribunal et écroués.

K. Assia

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

KAHLA Tahra, 72 ans, Misserghine
BENATIA Houari, 60 ans, Oran
MAHMOUDI Linda, 34 ans, Chlef
ICHOU Saliha, 82 ans, Haï El Yasmine

Horaires des prières pour Oran et ses environs

29 dhou el hidja 1446

El Fedjr 04h00	Dohr 13h06	Assar 16h55	Maghreb 20h26	Icha 22h05
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Béchar

24 milliards de dinars pour le parc solaire

Un vaste programme de développement énergétique à l'horizon 2035 est entamé par le groupe Sonelgaz à travers la wilaya de Béchar, en vue de renforcer la production et la distribution de l'électricité et du gaz naturel, selon la direction locale de l'entreprise.

Ce programme prévoit la réalisation et la mise en service d'un parc solaire photovoltaïque de 250 mégawatts, grâce à trois (3) centrales solaires dans les communes de Kenadza, Abadla et Béni-Ounif, sachant que les deux dernières sont en réalisation, a-t-on précisé.

Ces trois centrales disposent respectivement d'une capacité de 120, 80 et 50 mégawatts, a-t-on détaillé.

Un investissement global de plus de 24 milliards DA a été consacré par le groupe Sonelgaz, à travers sa filiale énergies renouvelables, pour la concrétisation de ce parc solaire photovoltaïque qui a engendré la création de 1.100 emplois dans sa phase actuelle de réalisation et 59 autres permanents sont prévus lors de la phase d'exploitation, a-t-on expliqué.

La capacité de production électrique devant être induite par ce parc solaire permettra de porter la production locale en ce type d'énergie à 290 mégawatts à l'horizon 2035, avec des possibilités d'extension à 330 mégawatts, a souligné la source.

Aussi, plusieurs projets de transport de l'électricité sont en voie de réception par le groupe Sonelgaz dans la région, notamment le centre de transfert de l'énergie électrique 400/220 kilovolts et du projet similaire d'une capacité de transfert de 30/60 kilovolts, implantés tous deux au nord de la commune de Béchar.

Les capacités de transfert de ces centres sera renforcée par un volume de 80 mégavolts-ampères d'un autre centre de transfert localisé à proximité de la commune frontalière de Lahmar (35 km au nord de Béchar) et qui est actuellement dans sa phase d'essais, avant sa mise en service prochaine, selon la même source qui évoque un investissement de plus de 35 milliards DA dédié à la réalisation et l'équipement de ces centres énergétiques.

En matière de gaz naturel, il est projeté la mise en place, au cours des 25 prochaines années, d'une offre de 2,45 milliards M3, a-t-on aussi fait savoir.

L'ensemble de ces projets de développement reflètent les efforts de l'Etat et du groupe Sonelgaz pour l'accompagnement de la dynamique de développement de la wilaya, devenue un pôle énergétique pouvant lui permettre d'attirer plus d'investissements dans les domaines économique et industriel et d'être un acteur actif en matière de concrétisation du programme national de transition énergétique, a conclu la même source.

Par ailleurs, 1.675 exploitations agricoles, répartis sur une centaine de périmètres agricoles dont ceux de mise en valeur des terres sahariennes, ont été raccordées à ce jour au réseau d'électrification, a-t-on appris mardi de la direction locale de la société de distribution l'électricité et

du gaz. La concrétisation de cette opération, qui constitue un facteur important d'accompagnement par la Sonelgaz de l'investissement agricole, dans ses segments végétal et animal, s'est traduite aussi par la réalisation, l'équipement et la mise en service de 255 transformateurs électriques avec une capacité global de 160 KV, a-t-on révélé.

Outre cette opération, il a été procédé durant les exercices 2024/2025 au raccordement également au réseau d'électricité de 116 foyers dans les zones éloignées de Nif R'haa et Guetrani, dans la communes de Béchar et Béni-Ounif respectivement, en plus du raccordement d'un important projet d'investissement au niveau de la zone industrielle de Béchar aux réseaux d'électricité et du gaz naturel, a-t-on ajouté.

En matière de placement des détecteurs de monoxyde de carbone (CO), 114.978 unités ont été installées par des équipes spécialisées de la Sonelgaz dans les foyers à travers la wilaya, dans le but de protéger leurs occupants des dangers du monoxyde de carbone, selon la même source.

La Sonelgaz annonce, par ailleurs, la réception et la mise en service, avant la fin de 2025, de la première borne de recharge pour les voitures électriques, sur un programme de douze (12) bornes dont a bénéficié la wilaya, au titre de la stratégie nationale de développement de la transition énergétique.

Saïda

Départ du premier groupe d'enfants vers les plages



Ph.: Arch.

Le premier groupe composé de 100 enfants de la wilaya de Saïda a pris le départ, mardi, pour bénéficier des camps d'été à Oran, dans le cadre de la saison estivale 2025.

Le wali de Saïda, Amoumene Mermouri, a donné le coup d'envoi de cette opération devant le siège de la wilaya. Les enfants se sont dirigés vers la plage "La madrague", dans la wilaya d'Oran, pour y passer

leurs vacances estivales.

Le directeur de la Jeunesse et des Sports, Ahmed Medhi, a indiqué à l'APS que cette opération sera suivie par d'autres similaires, portant sur six groupes supplémentaires, pour un total de 650 enfants issus des différentes zones éloignées de la wilaya. Ils bénéficieront également de camps de vacances en bord de mer dans la même wilaya, dans le cadre de la mise

en œuvre du programme estival du ministère de la Jeunesse pour l'année 2025.

Il a précisé que les enfants bénéficiaires, garçons et filles, sont âgés de 6 à 14 ans et proviennent des différentes communes de la wilaya de Saïda. Ils passeront un séjour de 12 jours, avec un programme varié comprenant des spectacles, des jeux récréatifs ainsi que des compétitions sportives et intellectuelles.

Appel à préserver le référent religieux national

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a mis en avant, lundi à Saïda, le rôle essentiel des imams dans la transmission et la protection des valeurs spirituelles de la société algérienne.

Dans une allocution prononcée à l'occasion de la 25e promotion des imams-prêcheurs à l'Institut national spécialisé des corps spécifiques de l'administration des affaires religieuses et des wakfs de Saïda, le ministre a appelé les imams à l'échelle nationale à "porter et protéger les valeurs spirituelles de la société algérienne et à les raviver, contribuant ainsi à la préservation de l'identité et du référent religieux national".

M. Belmehdi a insisté sur

"la nécessité d'adopter un discours religieux modéré et équilibré qui renforce la cohésion du peuple algérien et son unité nationale, en diffusant la sérénité et la quiétude au sein de la société". Il a rappelé que, durant l'année en cours, le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a recensé à l'échelle nationale la sortie de 784 cadres religieux, dont plus de 380 imams-prêcheurs, 200 enseignants du Coran, 100 muezzins et 100 "Quaim" (agents chargés de l'entretien des mosquées).

Dans ce cadre, il a déclaré que "l'Algérie est fière de ces étudiants qui se destinent à devenir des guides spirituels, contribuant à la protection des valeurs spirituelles de la société et à la sauvegarde de l'identité religieuse".

Le ministre a salué les efforts de l'Etat et des équipes pédagogiques chargées de la formation des imams, "dans le but de préserver notre religion, notre identité, notre modération et notre équilibre", affirmant que

"les efforts de l'Etat en matière de formation se poursuivent, notamment à travers le renforcement de l'aspect pédagogique avec de nouveaux axes, de modules et de thématiques permettant à l'imam d'acquiescer une culture contemporaine et de mieux appréhender les défis du pays".

A noter que cette promotion, composée de 30 imams-prêcheurs, porte le nom du défunt Cheikh Sidi Mohamed El Bey Belalem.

Le ministre a également présidé la cérémonie de remise des diplômes et la distinction des meilleurs étudiants de cette promotion, ayant suivi une formation d'une durée de trois ans.

Par ailleurs, M. Belmehdi a procédé à l'inauguration de la mosquée "Bilal Ibn Rabah", sis au quartier "El Bordj" de Saïda, ainsi qu'à la pose de la première pierre pour la construction des mosquées "Othmane Ibn Affane" au quartier des 2.200 logements du chef-lieu de wilaya, et "Aouis El-Karni" dans la commune de Aïn El-Hadjar.

Sidi Bel-Abbès

Sortie d'une promotion d'agents de police

Le Directeur de la formation à la Direction Générale de la Sûreté Nationale, le contrôleur de police Fayçal Hassani, représentant du Directeur Général de la Sûreté Nationale (DGSN), a présidé, mardi à l'Ecole de police Taïbi-Mohamed de Sidi Bel-Abbès, la cérémonie de sortie unifiée d'une promotion d'agents de police issus de cette école, du Centre de formation spécialisé M'hamed-Youssefi de Chlef et du Centre de formation de Sidi Bel-Abbès.

A cette occasion, le contrôleur de police Fayçal Hassani a procédé à l'inspection de la promotion, à la prestation de serment des diplômés, puis à la remise des grades et diplômes aux lauréats, avant de donner son accord pour nommer cette promotion du nom du martyr du devoir, l'agent de police El-Hadri Mohamed.

Pour sa part, le directeur de l'Ecole de police Taïbi-Mohamed, le contrôleur de police Boutira Rachid, a indiqué dans son discours que "cette promo-

tion comprend 1.734 agents de police ayant reçu une formation théorique et pratique dans divers domaines policiers et juridiques, axée sur l'éthique policière, le respect des droits humains, des libertés publiques et des lois de la République, ainsi qu'un entraînement sur le terrain dans différents services opérationnels de la sûreté de wilaya".

Le même responsable a souligné l'importance que la DGSN accorde à la formation afin d'améliorer la performance policière, offrir un service de qualité au citoyen, garantir la sécurité des personnes et des biens, et améliorer les méthodes d'enseignement et d'acquisition des connais-

sances. La cérémonie a été marquée par des démonstrations sportives et d'arts martiaux exécutées par les diplômés, ainsi qu'un défilé illustrant les missions de la police dans les voies publiques conformément au code de la route, et la présentation des armes et équipements utilisés lors des différentes interventions.

La cérémonie s'est clôturée par un hommage rendu par le Directeur de la formation à la famille du martyr du devoir, l'agent de police El-Hadri Mohamed, tué avec un collègue, le 11 juillet 1994, dans un attentat terroriste perpétré contre un bus de transport de voyageurs entre Sidi Bel-Abbès et la daïra de Sfisef.

Mostaganem

Un mort et 2 blessés dans une collision

Un tragique accident de la circulation s'est produit, mardi, dans la wilaya de Mostaganem, selon la protection civile. Une personne est décédée et deux autres ont été blessées, vers 07h50, à la suite d'une collision entre une voi-

ture et une moto au lieu-dit Douar Oulad Amer, dans la commune de Sour. Les deux blessés ont été évacués vers l'hôpital et la dépouille de la victime, un homme âgé de 42 ans, a été transférée à la morgue.

Au pays des 1200 fromages Un éleveur parie sur le lait de chamelle

«Il faut aimer l'inconnu» : dans le Nord de la France, Julien Job produit et vend du lait et du fromage de chamelle. Une démarche unique dans le pays mais pas si incongrue au vu de la croissance de la demande et des vertus écologiques du chameau.



Des vaches paissent dans le vert bocage de la petite commune de Feignies, non loin de la zone de production du maroilles, l'emblématique fromage du nord de la France. Mais dans le pré voisin, des dromadaires, chameaux et chameaux de Bactriane déploient leurs grandes silhouettes dégingandées. Ce troupeau de 80 têtes est de loin le plus important de France et l'un des plus grands d'Europe. Eleveur atypique de 43 ans, Julien Job travaillait comme transporteur d'animaux pour des zoos et des cirques avant de lancer sa «Camellerie» en 2015.

Si la France compte d'autres élevages de camélidés, exploités surtout pour l'agrotourisme, celui-ci est le premier à avoir obtenu l'agrément sanitaire européen permettant de commercialiser lait et produits laitiers.

Une prouesse : car il y a 15 ans encore, le lait de chamelle, qui ne caille pas naturellement, était considéré comme inadapté à la production de fromage. Sur son site internet, la Camellerie propose du lait de chamelle pasteurisé, du kéfir (lait fermenté) et même, plus ponctuellement, de la Bosse des Fagnes et du Camelhoumi : deux fromages développés avec le soutien de chercheurs qui ont valu à Julien Job une médaille aux «World Cheese Awards» au Kazakhstan en 2024.

SUPER-ALIMENT

Bien plus riche en vitamine C que le lait de vache, plus facile à digérer pour les personnes intolérantes au lactose, riche en aci-

des gras non-saturés, le lait de chamelle est souvent considéré comme un super-aliment.

Des études explorent aussi ses possibles effets sur les cellules cancéreuses, la régulation de la glycémie chez les diabétiques et l'autisme.

«Il y a autour de ce lait un mélange de légendes, d'observations empiriques et de vérités scientifiques», sourit Bernard Faye, chercheur émérite au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, qui souligne «des effets santé certains sur les consommateurs réguliers».

Traditionnellement, le lait de chamelle était produit par des nomades dans des régions arides ou semi-désertiques et réservé à leur auto-consommation. Mais ces dernières décennies, des élevages intensifs sont apparus dans des pays du Golfe et la demande mondiale a explosé. Avec le changement climatique, de nouveaux pays misent aussi sur l'élevage de chameaux, de l'Afrique subsaharienne aux Etats-Unis.

Capable de valoriser une végétation pauvre, le chameau consomme beaucoup moins qu'une vache du même poids, et comme il n'a pas de sabots, il endommage moins les sols. Il peut aussi être utilisé en écopâturage pour éliminer ronces, chardons et orties.

«C'est l'une des seules races d'animaux qui survivent entre -40°C et +40°C», souligne Christian Schoettl, président de la Fédération Française pour le Développement des Camélidés. «Nos climats sont plutôt des climats heureux pour eux».

Chine

Des GPS humains pour naviguer dans le labyrinthe hospitalier



Dans un hôpital bondé de Pékin, Tian Yi gui, 83 ans, remet des documents médicaux de son épouse à une accompagnatrice professionnelle, chargée de les guider à travers les méandres d'un système hospitalier chinois parfois labyrinthique.

Les cabinets médicaux privés sont rares en Chine. Même pour des affections bénignes, l'écasante majorité des Chinois se rendent donc dans les hôpitaux, où travaillent les docteurs.

La qualité inégale des établissements et du personnel de santé pousse les patients, notamment de zones rurales, vers les meilleurs établissements des grandes villes.

Mais immenses, très fréquentés et bruyants, ils sont souvent épuisants.

Cette situation a donné naissance au métier d'accompagnateur médical, en plein essor en Chine où le secteur des services à la demande, réservables en ligne, est bien plus développé qu'en Occident.

«Les hôpitaux pékinois sont d'une grande complexité», déclare Tian Yigui, l'homme de 83 ans. «Il faut sans cesse monter et descendre les étages, attendre les ascenseurs, faire la queue... C'est exténuant», souligne-t-il.

Comme dans les autres hôpitaux, les patients font face à de longues files d'attente, de multiples formalités d'admission et plusieurs paiements à effectuer.

Documents en main, Meng Jia, l'accompagnatrice de M. Tian et de son épouse Gao Yingmin, enchaîne les démarches avec dextérité avant de les rejoindre en salle de consultation.

Elle se rend ensuite avec le mari au guichet de paiement, puis explique au couple comment retirer les médicaments prescrits par le médecin.

«CA NOUS RASSURE»

Quatre heures d'accompagnement coûtent généralement aux alentours de 300 yuans (36 euros).

Un investissement justifié pour Mme Gao, 78 ans, suivie pour des complications après une opération à la gorge.

«C'est pratique, efficace et ça nous rassure», déclare-t-elle, parlant avec difficulté en raison de sa canule respiratoire.

«On n'a plus à s'en faire» car «ils font tout à notre place», souligne-t-elle.

L'offre d'accompagnateurs médicaux est pléthorique sur internet.

Agée de 39 ans, Meng Jia explique qu'elle n'avait aucune formation dans le secteur médical avant de s'inscrire à une formation

d'une semaine dispensée par Chengyi Santé, une plateforme en ligne qui met en relation patients et accompagnateurs.

Son fondateur, Li Gang, un ancien anesthésiste, souligne que les grands hôpitaux peuvent compter plus de 50 services et que de nombreuses personnes «ne savent pas comment aller consulter».

Si certaines futures mamans font appel à ses services, l'essentiel de ses clients ont 60 ans ou plus.

En formation pour devenir accompagnateur médical, Tao Yuan, 24 ans, dit avoir quitté son emploi dans une entreprise de l'internet pour un métier «qui a davantage de valeur que l'argent».

La politique de l'enfant unique, jusqu'en 2015, a condamné nombre de Chinois, notamment ceux âgés aujourd'hui de 30 à 40 ans, à n'avoir ni frères ni sœurs. Ils sont donc contraints de s'occuper seuls de leurs parents vieillissants.

DEMANDE CROISSANTE

Il y a ainsi «un véritable besoin» de service d'accompagnement, souligne Tao Yuan.

Le système de santé peine à résorber les disparités régionales et l'accès inégal aux soins.

«C'est un problème structurel récurrent», indique Wang Feng, expert en démographie chinoise à l'Université de Californie à Irvine.

Les actifs n'ont souvent pas le temps d'emmener leurs parents à l'hôpital.

La Chine va donc «avoir une demande croissante (...) en soins à la personne» avec la proportion grandissante de seniors dans sa population, explique Wang Feng.

Pour relancer la consommation, les autorités misent beaucoup sur l'économie dite «des cheveux gris», ces produits et services destinés aux seniors.

Le secteur représentait l'an passé 7.000 milliards de yuans (847 milliards d'euros), selon l'Association chinoise pour le bien-être social et les services aux personnes âgées.

Un accompagnant qui travaille en indépendant, Xiao Shu (pseudonyme), 36 ans, dit gagner environ 10.000 yuans (1.200 euros) par mois - un salaire moyen à Pékin.

Mais il souligne les limites du service.

Xiao Shu a ainsi refusé d'accompagner un homme de près de 90 ans à une consultation post-opératoire, considérant la mission trop risquée au vu de l'état du patient.

«Qui aurait été responsable en cas de problème?», souligne-t-il.

Publicité



AOA Spa
Capital Social : 50 000 000 000 DA,
Registre du commerce : N° 31/00-0110058 B08
Siège social : Hai TAFNA, n°06 rue Benzrida Benaouda –Tour
Jasmin – lot n°146, 1er Etage – Oran
Tél/Fax : 041766230

Avis d'infructuosité Appel d'Offres National Ouvert AOA 14-GC-2025

« Etude et réalisation de six Classes scolaires au niveau de L'école

BENNOURA DJILALI sis a Mers El Hadjadj(Oran)»

El Sharika El Djazairia El Omania Lil Asmida. « A.O.A Spa », porte à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'Offres National Ouvert AOA 14-GC-2025 paru dans le BAOSEM N°2378 du 29/04/2025, que le dossier d'appel d'offre a été déclaré infructueux par le comité d'ouverture et d'évaluation des offres d'AOA Spa.

Compétitions africaines interclubs 2025-2026 L'Algérie parmi les 12 meilleures fédérations

L'Algérie sera représentée par quatre clubs aux compétitions africaines interclubs 2025-2026 à l'instar de 11 autres fédérations les mieux classées selon son barème officiel de la CAF.

En effet, l'instance suprême du football africain a dévoilé la liste des 12 Associations nationales les mieux classées selon son barème officiel, leur donnant ainsi le droit d'engager deux clubs dans chacune des compétitions interclubs de la saison 2025/2026 : la Ligue

des Champions et la Coupe de la Confédération.

Outre la Fédération algérienne de football, les 11 autres fédérations les plus performantes sont: l'Afrique du Sud, l'Angola, la Côte d'Ivoire, l'Egypte, la Libye, le Maroc, le Nigeria, la RD Congo, le Soudan, la Tunisie et la Tanzanie.

En Ligue des Champions CAF, l'Algérie sera représentée par le MC Alger (champion d'Algérie) et la JS Kabylie (vice-championne). Pour la Coupe de la Coupe

de la CAF, ce sera le CR Belouizdad (3e du championnat) et l'USM Alger (finaliste de la Coupe d'Algérie contre le CRB). Pour rappel, le équipes algériennes ont brillé lors de la précédente édition de la Ligue des champions avec une qualification du MC Alger pour les quarts de finale de la compétition, sorti par les Sud Africain Orlando Pirates. En Coupe de la Confédération, le CS Constantine avait atteint le dernier carré aux dépens de l'USM Alger.

CAN féminine 2025 L'EN entame la deuxième phase de préparation



La sélection algérienne féminine de football a entamé avant-hier la deuxième phase de sa préparation au centre technique de Sidi Moussa, en vue de la 13e édition de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2024 (décalée à 2025), a indiqué la Fédération algérienne sur son site officiel.

Les algériennes ont débuté la journée par une série d'examen médicaux, avant de rejoindre le terrain dans l'après-midi pour une séance d'entraînement axée sur les volets technique et tactique, souligne la même source. Dans une ambiance studieuse mais détendue, les

joueuses affichent une grande détermination à réussir leur préparation afin d'aborder la CAN dans les meilleures conditions. Lors de cette CAN, la sélection algérienne entamera la compétition le dimanche 6 juillet face au Botswana (20h 00, heure algérienne), pour le compte de la 1re journée (Groupe B).

Les joueuses du sélectionneur national, Farid Benstiti, enchaîneront contre leurs voisines tunisiennes, le jeudi 10 juillet, avant de boucler le premier tour en croisant le fer avec le Nigeria, le dimanche 13 juillet. Pour rappel, 12 pays prendront part à ce tournoi continental, répartis

en trois groupes de quatre équipes. Les deux premiers de chaque groupe, ainsi que les deux meilleurs troisièmes, se qualifieront pour les quarts de finale, prévus les 18 et 19 juillet. Les demi-finales se joueront le 22 juillet. Le match de classement est fixé, quant à lui, au 25 juillet, suivi de la finale, programmée le 26 juillet. Les Algériennes signent leur retour sur le plan continental, après leur absence lors des deux dernières éditions de la CAN.

L'Algérie a validé son ticket pour la phase finale de la CAN-2024 en décembre 2023, en battant en aller et retour le Burundi.

Mercato Zeffane proche d'un retour en Arabie saoudite

Après avoir été sans club depuis la fin de son contrat avec Clermont Foot le 30 juin 2024, Mehdi Zeffane, 33 ans, s'appête enfin à retrouver la compétition. Privé de terrain pendant près d'un an, l'ancien Lyonnais reste résolument tourné vers l'avenir, fort de ses expériences en France, en Turquie et en Russie. Une source très fiable a révélé que Zeffane était intéressé par une équipe saoudienne et envisageait de le recruter officiellement. Zeffane rejoindra le stage de l'équipe saoudienne en Espagne au cours de la première semaine de juillet. Si l'international

confirme sa forme physique et technique, il signera son contrat. Formé à l'Olympique Lyonnais et toujours en quête d'une place en sélection algérienne, Zeffane ne cache pas son ambition : revenir en force, reprendre du rythme et, pourquoi pas, participer aux prochains grands rendez-vous internationaux avec les Fennecs.

• **Al-Ittihad : Un retour en Europe de Houssein Aouar est envisageable**
Houssein Aouar semble avoir retrouvé son souffle en Arabie saoudite. Recruté par Al-Ittihad, le milieu algérien

a su redonner du relief à sa trajectoire, avec 30 matchs et 12 buts en championnat, un bilan solide pour un joueur qu'on pensait en perte de vitesse. À Djeddah, il a retrouvé de la constance, du temps de jeu, et surtout la confiance qui lui manquait depuis plusieurs saisons. Sous contrat avec Al-Ittihad jusqu'en juin 2028, l'international algérien laisse donc la porte ouverte à un retour en Europe. Pour celui qui fut un temps courtisé par les plus grands clubs du continent, cette renaissance en Arabie pourrait bien être un tremplin plutôt qu'un point final.

MC Oran Qui gère quoi au Mouloudia ?

M. Zeggai

Comme à chaque fin de saison, le Mouloudia d'Oran est secoué par des rumeurs qui ne font que nuire à son histoire. Près d'une trentaine d'années sans la moindre consécration, le grand club de l'Ouest est en train de perdre sa philosophie et surtout sa crédibilité par la faute de certains inconscients. Aujourd'hui, le grand public du MCO exige un changement radical avec le départ de tous les responsables puisque le Mouloudia flirte avec le spectre de la relégation depuis plusieurs saisons. Le silence incompréhensible des dirigeants commence par inquiéter les inconditionnels des «Rouge et Blanc» qui ne savent plus à quel saint se vouer.

Selon un responsable du conseil d'administration, qui a préféré garder l'anonymat, une réunion est programmée à la fin de ce mois de juin.

Notre interlocuteur nous a confirmé que l'entraîneur Abdelkader Amrani sera maintenu à son poste étant donné qu'il lui reste un an de contrat. Aussi, ce

même responsable nous a fait savoir que la direction attend la liste des libérés et le profil des nouveaux joueurs à recruter. Pour la restructuration du club, Saïd Haddouche a été annoncé. «Nous n'avons entrepris aucun contact jusqu'à présent avec le technicien algérien établi en Belgique», nous a affirmé ce même responsable.

Même son de cloche chez Saïd Haddouche qui nous a précisé qu'il n'a pas été sollicité. En somme, aucun changement n'est prévu au sein de l'équipe dirigeante. C'est du moins l'impression qui se dégage après ce bref entretien avec le responsable du MCO. L'été s'annonce assez chaud au sein de Mouloudia d'Oran où certains proches de l'équipe ne veulent pas retenir les leçons du passé.

Sinon comment expliquer que l'équipe flirte avec la relégation depuis plusieurs saisons ? On ne le répètera jamais assez, à ce rythme et avec cette gestion, le MCO ne sera pas près de sortir de l'impasse dans laquelle il s'est fourvoyé et risque même

de tomber dans l'anonymat. Les raisons de ces dé-sillusions sont multiples.

La faute incombe à ces personnes «étrangères» au club qui s'immiscent inexplicablement dans la gestion de l'équipe et à ces pseudo-managers qui ne se soucient que de leur gain. Comme quoi, l'intérêt personnel a pris le dessus sur celui du Mouloudia.

C'est malheureux pour une équipe qui représente une ville qui a enfanté de grands serviteurs de football et militants du sport. Des notables du sport dont personne ne doutait ni de leur compétence, ni de leurs grandes qualités morales. A présent, c'est tout le patrimoine footballistique d'Oran qui en pâtit. L'heure des changements a sonné au Mouloudia d'Oran. C'est la seule issue car il est inconcevable que la masse salariale a triplé, selon notre source, cette saison mais le MCO n'arrive pas toujours pas à sortir de ce labyrinthe et a même frôlé la relégation. Comme le dit le proverbe, «Il n'est pas de vent favorable pour celui qui ne sait pas où il va».

De bouche à oreille JS Kabylie : Khadim Diaw en renfort

Le défenseur international mauritanien, d'origine sénégalaise, Khadim Diaw de la formation d'Al-Hilal Omdurman, est annoncé comme la première recrue de la JS Kabylie.

C'est ce que nous avons appris d'une source proche du club des Canaris. Par ailleurs, le milieu de terrain de la JSK, Adem Redjem, vient d'annoncer son départ, deux ans et demi après son arrivée au club.

En effet, son contrat avec la JSK a expiré en ce mois de juin.

• ES Sétif : quel entraîneur pour l'Entente ?

Les rumeurs les plus folles circulent ces derniers temps au sein de l'Entente pour la succession du coach Nabil El Kouki.

Pour certains, la direction de l'ESS aurait pris attache avec Kheir Eddine Madoui, qui vient de démissionner du CSC, pour prendre les destinées de l'équipe. Une autre source proche du coach affirme qu'il n'y a aucun contact entre les deux parties pour le moment. Alors qui croire ?

• CS Constantine : Patrice Beaumelle pressenti

pour pallier au départ de Madoui, il semble que les responsables du CSC auraient jeté leur dévolu sur l'entraîneur français Patrice Beaumelle qui s'est engagé avec le club qatari Umm Salal SC après avoir quitté le MC Alger. C'est du moins l'information qui circule du côté du Chahab.

• USM Harrach: Cherif Hadjar annoncé

L'ex-entraîneur de l'USM Khenchela et bien d'autres équipes de l'élite, Cherif Hadjar, est pressenti à la barre technique de l'USMH pour remplacer Osmann Abderrahmane.

• ASO Chlef : Hamra et Edwin sur le départ

Le Botswanais Edwin et Hamra, dont les contrats ont expiré en cette fin de saison, n'ont pas l'intention de rempiler avec l'ASO Chlef.

Selon notre source, l'ex-international des U 21 et militaire, Hamra est sollicité par de nombreux clubs tels que le MCO, l'ESS et le CSC

qui semble le plus proche pour l'enrôler.

• JSM Tiaret: retrait de confiance au président Mokhtar Smail

Les membres de l'assemblée générale ont décidé à l'unanimité le retrait de confiance au désormais ex-président Mokhtar Smail, considéré, avec ses proches collaborateurs, comme le responsable de tous les échecs de la JSM Tiaret. On vient d'apprendre que des changements seront opérés au niveau de l'équipe dirigeante de la JSMT pour préparer la saison prochaine.

• JSM Béjaïa: l'AGO aujourd'hui à 17 h 30

Le club sportif amateur de la JSMB organisera aujourd'hui son Assemblée générale ordinaire à la salle des réunions de l'APC. Selon notre source, plusieurs points sont à l'ordre du jour, entre autres, la lecture et approbation des bilans, moral et financier, 2024, l'adoption du plan d'actions et prévisions budgétaires de la saison prochaine et la désignation d'un commissaire aux comptes. **M. Z.**

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de Relizane

Daïra de Ramka

Communauté de Ramka

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° :01/2025

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de Ramka lance un avis d'appel d'Offre national ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

Aménagement urbain à Haïr Chahid Hadj Othmane Mohammed, commune de Ramka

Les Entreprises intéressées pour réaliser ce projet peuvent retirer le cahier de charge sur le lien de la page officielle de la commune Ramka :

(<http://www.facebook.com/communeramka4827>)

Capacités Minimales exigées

1- C1 Capacités techniques :

Doivent obligatoirement disposer d'un certificat de qualification et de classification professionnelle dans le domaine activité Travaux public activité principale catégorie quatre (04) et plus en cours de validité

2- C2 Capacités financières :

Avoir une moyenne du chiffre d'affaire supérieur ou égale 15.000.000,00 DA

3- C3 Capacités professionnelles :

- Avoir réalisé au moins 02 projets similaires et même nature (Aménagement Urbain)

Les soumissionnaires devront présenter leurs offres en deux étapes à savoir :

Dossier candidature

* Registre de commerce Travaux public.

* Les bilans financiers de trois dernières années (2022-2023-2024) dûment certifiés par le commissaire aux comptes et visé par les services des impôts compétents.

Certificat de qualification et de classification professionnelle principale en Travaux public Catégorie (04) ou plus

* Référence de L'Entreprise (Attestations des Maîtres d'ouvrages).

* Liste des Moyens matériels en sa possession et à mettre à la disposition du chantier à justifier par des Cartes Grises, Facture+police d'assurance.

* Liste des Moyens humains en sa possession à mettre à la disposition du chantier à justifier avec diplôme.

* Casier judiciaire de l'entrepreneur ou du Gérant le cas d'une personne morale en cours de validité.

* Pièces Fiscales et Parafiscales (Extrait de rôle, CNASAT, CASNOS, CACOBATH) en cours de validité.

* Carte d'immatriculation Fiscale

* Statut de l'entreprise s'il s'agit d'une personne morale.

* Photocopie légalisée de l'attestation justifiant le dépôt légal des comptes sociaux pour les personnes morales (SPA, SARL, EURL, Société en commandite).

* Déclaration de probité dûment remplie signée et datée.

* Délai et planning de réalisation.

Offre technique :

* Déclaration à souscrire dûment remplie signée et datée.

* Cahier des charges comprenant l'offre de l'entreprise dûment renseigné, paraphé, signée et datée.

Offre financière :

- Lettre de Soumission - Bordereau des prix unitaire - Devis quantitatif et estimatif

Les offres accompagnées des documents cités ci dessus doivent être déposées à l'adresse ci-dessous sous double pli anonyme séparés; l'enveloppe extérieure devra comporter la mention suivante : Soumission à ne pas ouvrir « AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES »

Projet : Aménagement urbain à Haïr Chahid Hadj Othmane Mohammed, commune de Ramka

A Monsieur le Président de l'APC Ramka.

La date limite de dépôt des offres est fixée, (21) jours à compter de la date de parution dans la presse du présent avis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours à compter de la date limite de Dépôt des offres.

Ramka le :

Le Président de l'A.P.C

ANEP N° 2531009513 Le Quotidien d'Oran 25/06/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Mascara

Commune de Tighennif

Daïra de Tighennif

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales N° 08/2025

La Commune de Tighennif lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales

Etude d'adaptation, suivi et Réalisation de Deux Cantines Scolaires 100 Repas - Commune de Tighennif "Réalisation"

Lot n°01 : Réalisation de Cantine Scolaire Ecole Tighennifine Mehleddine

Lot n°02 : Réalisation de Cantine Scolaire Ecole Ouled Alla

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges auprès du Bureau des marchés de la commune de Tighennif contre le paiement de la somme de Dix Mille (10.000,00 DA) Dinars Algériens, non remboursable. Les offres doivent être déposées accompagnées des pièces réglementaires énumérées ci-après :

a. Au titre du dossier de candidature :

- Une déclaration de candidature. - Une déclaration de probité. - Une copie des statuts pour les sociétés EURL - SARL ou SNC; - Délégation du pouvoir de signature. - Certificat de qualification et classification professionnelle en cours de validité, Catégorie II ou plus (Bâtiment) activité principale - Moyens financiers justifiés par les bilans financiers des 03 (trois) dernières années, étayés par les comptes de résultats, certifiés par un commissaire au compte agréé et visés par les services fiscaux compétents. - Un extrait de rôle apuré et en cours de validité - Une copie des attestations CNAS, CASNOS, CACOBAT. - Une copie du récépissé de dépôt comptes sociaux de société auprès de la CNRC pour les EURL, les SARL et les SNC. - - Liste des moyens humains et les nombres qui sont à déclarer aux services (CNAS) - Liste des moyens matériels : les cartes grises et suivants des attestations de l'assurance du matériels en cours de validité pour le matériel roulant). - Le matériel fixe doit être justifié par (un PV de constat d'un huissier de justice ou rapport d'expert) moins d'une année - Une copie du registre de commerce. - Une copie de la carte d'immatriculation fiscale (NIF). - Une copie d'immatriculation Statistique (NIS). - Casier Judiciaire datant au moins trois mois.

b. Au titre de l'offre technique :

- Une déclaration à souscrire remplie, signée et datée. - Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en cahier des charges. - Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite (Lu et Accepté). - planning des travaux.

c. Au titre de l'offre financière :

- La lettre de soumission, remplie, signée et datée. - Le bordereau des prix unitaires remplis, signée et datée. (BPU); - Le détail quantitatif et estimatif remplis, signée et datée. (DQE);

Les offres seront déposées au bureau des marchés de la commune de Tighennif sous une seule enveloppe fermée et anonymes portant la mention

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales N° 08/2025

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

(Intitulé du projet)

à l'intérieur de laquelle se trouveront les trois autres plis qui contiendront l'offre technique « DOSSIER DE CANDIDATURE », « OFFRE FINANCIERE » et « OFFRE TECHNIQUE », il sera porté sur chacune des enveloppes la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention soit « Dossier de Candidature » soit « Offre technique » soit « Offre financière ».

- Le jour et l'heure limite du dépôt des offres est fixée le Dixième (10^{ème}) jour à la date de la première publication de l'avis d'appel d'offres, dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) à 14 H 00 mn.

- Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis qui aura lieu, le jour ouvrable correspondant au jour et heure limite de dépôt des offres à 14 H 00 mn le Dixième (10^{ème}) jour.

Remarque : - Si le jour et l'heure limite de dépôt des offres et le jour et l'heure d'ouverture des plis techniques et financiers coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant en gardant les mêmes horaires.

Tighennif le :

Le Président de l'Assemblée Populaire

Communale de Tighennif

ANEP N° 2531009523 Le Quotidien d'Oran 25/06/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TLEMCEN

DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE

NIF : 096213019152039

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALES N° 14/2025

INTITULE : " RACCORDEMENT DES COLLECTEURS D'ASSAINISSEMENT DES VILLES DE SEBDOU, REMCHI, AIN YUCEF, BENI SNOUS, ET OUED LAKHDER »

- **LOT N°21 :** Raccordement des collecteurs d'assainissement de la ville de Sebdo déversant sur Oued Kikol.

Troisième critère : Avoir réalisé un chiffre d'affaire moyen des années 2021, 2022-2023 au lieu de

-2022-2023-2024 de ≥ 40.000.000,00 DA au lieu de 400.000.000,00 DA.

Le Reste est inchangable

ANEP N° 2531009525 Le Quotidien d'Oran 25/06/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SAIDA

DAIRA DE YOUB

COMMUNE DE YOUB

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 09 /2025

Le Président de l'assemblée populaire Communale de Youb lance un avis d'appel d'offre National ouvert avec exigence de capacités minimales en vue de réaliser les travaux :

- TRAVAUX DE TRANSFORMATION ET AMENAGEMENT DE 20 LOCAUX PROFESSIONNEL ARTISANAL A ECOLE PRIMAIRE AVEC REALISATION DE 04 CLASSE A LA CITE ADDA YAHYA COMMUNE YOUB.

Les entreprises intéressées par cet avis peuvent retirer les cahiers des charges au niveau du Secrétariat de l'APC; contre le paiement de la somme de 7000,00 DA.

Les offres doivent être accompagnées des pièces fiscales et administratives ci-après:

DOSSIER DE CONDIADTURE (Enveloppe N° 01)

- 1- Déclaration de candidature .
- 2- Déclaration de probité .
- 3- Une copie du statut + attestation de dépôt décompte sociaux .
- 4- Casier judiciaire du gérant en cours de validité
- 5- Extrait de rôle apuré en cours de validité
- 6 - Une Attestation de mise à jour (CNAS-CASNOS -CACOBATH) en cours de validité
- 7 - Capacités professionnelles :
- certificat de qualification et de classification activité Principal bâtiment en cours de validité
- 8 - Une copie du registre du commerce ré immatriculé
- 9 - Une copie légalisée de la carte fiscale (NIF)
- 10 - Planning D'exécution des travaux + délai d'exécution signé par l'entreprise
- 11- Capacités financières justifié par les bilans et les référence bancaires
- 12- Capacités technique :moyen humains et matériels et référence professionnelles conformément au cahier des charges .

OFFRE TECHNIQUE (Enveloppe N° 02)

- 1- Déclaration a souscrire.
- 2- Le cahier des charges portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté »

OFFRE FINANCIER (Enveloppe N° 03)

- 1- lettre de soumission
- 2- Devis quantitatif et estimatif + bordereau des prix unitaire

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière . Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et Cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la Référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature » ou « offre technique » ou « offre Financière » selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans Une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la Mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture Des plis et d'évaluation des offres - n° de l'appel d'offres et L'objet de l'appel d'offres et adresser à Monsieur le Président de l'APC DE Youb (SAIDA). La date de préparation des offres est fixée le (08) jours et commence à courir à partir de la 1ère parution de l'avis de publication Le jour et l'heure limite de dépôt des offres et le jour et l'heure d'ouverture des plis correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant entre 08 h et midi. L'offre sera déposée par pli porté auprès du secrétariat de président de l'APC. L'ouverture des plis aura lieu le même jour correspond à la date de dépôt des offres à 14 h au siège de l'APC. Les soumissionnaires sont invités à l'ouverture , et resteront engagées par leurs offres pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

Youb le ;

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE POPULAIRE COMMUNALE

ANEP N° 2531009526 Le Quotidien d'Oran 25/06/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA : D'ORAN

DAIRA : GDYEL

COMMUNE : HASSI MEFSOUKH

N° :10/2025

CORRECTION D'AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément au décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et la loi n° 23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics.

Le président de l'Assemblée Populaire Communale de Hassi Mefsoukh informe l'ensemble des soumissionnaires Ayant participé à l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigences de capacités N° 01/2025 relatif au :

**Etude, Suivi et réalisation d'un groupe Scolaire 06 classes
a hai 125 logement LPA hassi mefsoukh.
Partie : réalisation**

Que sur proposition de la commission d'analyse des offres en date du 13/02/2025 le marché est attribué provisoirement suivant le tableau cité ci-dessous :

Projet	ETP	Montant	Délai	Point	OBS	N.I.F
Etude, Suivi et réalisation d'un groupe Scolaire 06 classes a hai 125 logement LPA hassi mefsoukh. Partie : réalisation	GROUPEMENT EURL IABIA LILBINAA ET DOUBA MUSTAPHA	72795334.50 DA	06 mois	76 pts	Moins Disante	.002348016373767

NB : les soumissionnaires qui contestent ce choix peuvent déposer leurs recours auprès de la commission communale des marchés, dans un délai de 10 jours, à compter de la première parution dans les quotidiens nationaux.

19 JUIN 2025

Hassi mefsoukh le :.....

Le Président/APC

ANEP N° 2531009497 Le Quotidien d'Oran 25/06/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MASCARA

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

**AVIS D'ANNULATION
DE L'AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE****INTITULE : ENTRETIEN DES ROUTES NATIONALES EXERCICE 2025 (W.MASCARA).**

- **LOT N°07 : ENTRETIEN DE LA RN14 DU PK 299+600-AU PK 302+400 ET DU PK 312+650 AU PK 322+653 ENTRE MASCARA ET SIDI KADA (SUR UN LINEAIRE DE 22, 8 KM)**

CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DU DECRET PRESIDENTIEL

N° 15-247 DU 16 SEPTEMBRE 2015 PORTANT REGLEMENTATION DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC, LA DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA DE MASCARA DECLARE L'ANNULATION DE L'AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU LOT N°07, PARU AU QUOTIDIENS « الروح الرياضية »

ET « Le Quotidien d'Oran » EN DATE DU 14/05/2025.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2531009499 Le Quotidien d'Oran 25/06/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE

DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE

WILAYA DE TLEMCEIN

**AVIS D'INFRUCTUOSITE A L'AVIS
D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE
DE CAPACITE MINIMALES**

Suite à l'avis d'appel d'offres ouvert Rrelatif à : " **Réalisation d'un Réservoir semi enterrée de 250 M3 A Zahra Commune de Azail y compris Raccordement sur la Conduite Existante** ".

❖ **Réalisation d'un Réservoir semi enterrée de 250 M3 A Zahra Commune de Azail y compris Raccordement sur la Conduite Existante.**

Il est porté à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert sus cité, publié dans les journaux nationaux :

- **Le Quotidien d'Oran et El Riyadiah : 11/06/2025**

Que le dit appel d'offres est déclaré infructueux pour le motif suivant :

o **Aucune offre n'a été déposée.**

ANEP N° 2531009507 Le Quotidien d'Oran 25/06/2025

APARTEMENTS

■ Vends villa R+1, 400 m², 2 façades, côté 'Techno' Millénium, Fernand-ville, Bir El Djir +2 T4 (résidence neuve) côté mosquée 'Quods' Fernand-ville - Tél : 0780.95.88.08

LOCAUX

■ Vends un local commercial de 32m², acté, à Arzew, aux '226 logements', Les Plateaux, idéal pour un bureau ou une profession libérale - Tél : 0770.08.92.01

EMPLOIS

■ Particulier cherche femme de ménage à Oran. Contacter 0673.48.44.06

PENSÉE

A la mémoire de notre cher et regretté frère

Le **Docteur BENKARTABA Abderrahmane**

nous a quittés le 23 juin 2006, à l'âge de 65 ans et notre cher frère le Dr

BENKARTABA Hadj Mahfoud, en décembre 2006, laissant derrière eux un immense vide irremplaçable. Vous resterez toujours vivants dans nos cœurs et nous ne vous oublierons jamais. Reposez en paix

Votre famille **BENKARTABA...**
Votre sœur **Djennat**

FÉLICITATIONS

Un grand bravo à notre fille

OUERD-BENSLAMA Hafssa

pour sa brillante réussite en 5^{ème} année primaire

(2025). Ton papa Réda et ta maman Leïla sont fiers de toi !

Nous te souhaitons beaucoup de succès dans ton parcours futur inchallah. Tu es notre bijou le plus précieux et notre rayon de soleil adorable Hafssa.

Les familles **OUERD BENSLAMA et BELLAL**

**تهنئة**

لا يوجد شيء مميز وأجمل من فرحة النجاح فهنئنا لك "حفصة" على هذا الإنجاز والمزيد من التفوق.

ها قد توجت بتاج العلم بعد مشوار الخمس سنوات من الجد والمثابرة. ألف مبروك نجاحك في شهادة التعليم الابتدائي لسنة 2025 ودمتي فخرا لوالدك.

إنجازاتك الصغيرة بداية لأحلامك القادمة إن شاء الله.

Ton papa **OUERD-BENSLAMA Reda** et ta maman **BELLAL Leïla**

Office public de l'Huissier de justice près la Cour d'Oran
Maître **ANNABI Walid**

40, Rue Zaghoul - Es-Senia - Oran - Tél : 0770.69.00.75

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES PAR SOUMISSIONS CACHETES

Le 03 juillet 2025, à 09 heures, au siège de la Société d'Etudes techniques d'Oran S.E.T.O Rond-point Les Castors - Oran

Lot N°	Désignation
01	Véhicule BAIC, immatriculé : 01694.319.31 Un lot de matériel informatique, Matériel de bureau et Outillage et Matériel de topographie

Conditions de vente :

1/ Participation à la vente réservée uniquement aux soumissionnaires munis de l'original du cahier des charges qui peut être retiré auprès de l'Office de l'huissier de justice contre la somme de 1.000.00 DA

2/ Versement qu'un cautionnement de 21% du montant de l'adjudication non remboursable en cas de désistement

3/ Vente sans garantie.

L'huissier de justice
Maître **ANNABI Walid**

HUISSIERS DE JUSTICE**محضرين قضائيين**

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

Don de sang Algérie**Donner son sang, c'est sauver une vie****التبرع بالدم الجزائر**

أنقذ حياة بقطرة دم

2

09.45 Chacun son tour
10.55 Tout le monde veut prendre sa place
11.24 Le maillot à pois, 50 ans au sommet
12.00 Journal 13h00
12.55 Ça commence aujourd'hui
15.20 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
16.55 Affaire conclue : la vie des objets
17.00 Tout le monde a son mot à dire

17.40 N'oubliez pas les paroles



Présenté par Nagui

Accompagnés par un orchestre, les candidats chantent en karaoké. Mais les paroles affichées ne sont pas complètes. A eux de combler les vides. Pour cela, ils doivent se souvenir des mots exacts de la chanson. Dans la joie et la bonne humeur, ils se livrent à cet exercice périlleux, tout en donnant de la voix, car s'ils n'oublient pas les paroles, ils n'oublient pas pour autant de donner la preuve de leurs talents de vocalistes.
19.00 Journal 20h00
19.58 Ma maison de A à Z
20.00 Mot de passe : le duel

3

10.15 Château !
11.25 Dans le rétro
11.26 ICI 12/13
11.55 Météo à la carte
13.20 Rex, chien flic
15.45 Duels en familles
16.20 Slam
17.05 Questions pour un champion
18.00 Consomag
18.15 ICI 19/20 édition toutes régions
18.50 Tout le sport
19.20 Un si grand soleil

20.05 En route ! Quand la Nationale 7 révolutionna la gastronomie française



La Nationale 7, mythique route reliant Paris à Menton, transforme la gastronomie française au XXe siècle. Des millions de Français découvrent, lors de leurs voyages, les spécialités régionales et les chefs qui façonnent notre cuisine d'aujourd'hui. Jusqu'alors réservée à l'élite parisienne, la gastronomie se démocratise peu à peu grâce à l'automobile et au tourisme, incarné par le Guide Michelin.

4

10.47 Les as de la jungle à la rescousse
12.40 Mission info
12.50 C'est toujours pas sorcier
13.13 Angelo la débrouille
14.37 Légendes des Tortues Ninja
16.40 Okoo-koo
17.28 Oscar & Malika toujours en retard
18.19 Potobot
18.51 Au galop ! Une saison à cheval
19.56 Consomag

20.00 Imagine Dragons au château de Chambord



Après la venue de Sting organisée en 2022, c'est le groupe Imagine Dragons qui est présent pour la deuxième édition du festival «Chambord Live» au Château de Chambord. Un événement qui se profile tout simplement comme étant le plus gros concert de la région. Toute une soirée de musique avec le spectaculaire château de Chambord en arrière-plan. Imagine Dragons bat sans cesse des records et a fait le déplacement dans le cadre de son «Mercury World Tour».

5

11.00 Sale temps pour la planète
12.00 Les 100 lieux qu'il faut voir
12.35 Le Mag de la santé
13.40 Drôles de villes pour une rencontre
14.05 Nus et culottés
15.00 Caméras espions au cœur des océans
15.55 C pas si loin
16.40 C dans l'air
17.55 C à vous
19.05 C à vous la suite
20.05 La grande librairie
21.35 C ce soir
22.45 C dans l'air

arte

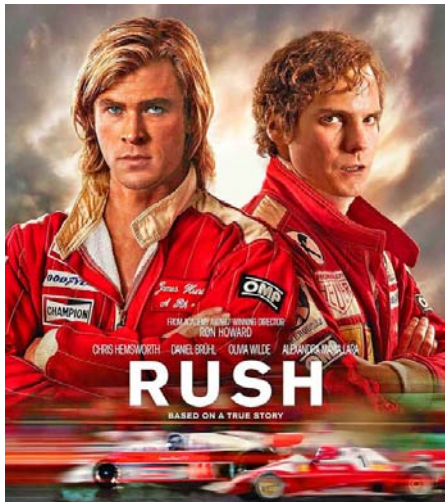
TMC

10.40 Iles de beautés
11.25 Médecines d'ailleurs
12.00 Italie : l'avortement, ma bataille
15.10 Cuisines des terroirs
15.40 Les oiseaux
16.25 Invitation au voyage
18.00 Associations de bienfaiteurs
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.50 Le dessous des cartes : l'essentiel
19.55 La crise
21.30 Madness : Prince du ska, roi de la pop
22.25 Madness Live at House of Common

09.45 Sous le soleil
10.45 Hercule Poirot



12.40 Petits plats en équilibre
12.45 Hercule Poirot
17.25 L'avant Quotidien
18.15 Quotidien, première partie
19.10 Quotidien, deuxième partie
19.45 Quotidien
20.25 Le flic de Belleville
22.30 90' Enquêtes



ACTION 19.50

RUSH

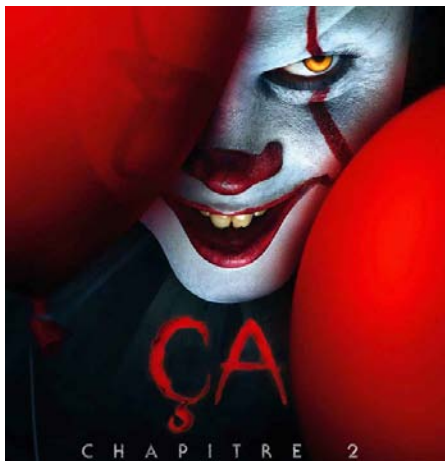
Drame - Grande-Bretagne - Etats-Unis - 2013

Avec Chris Hemsworth, Daniel Brühl, Olivia Wilde, Natalie Dormer

Ce film retrace le passionnant et haletant combat entre deux des plus grands rivaux que l'histoire de la Formule 1 ait jamais connus, celui de James Hunt et Niki Lauda concourant pour les illustres écuries McLaren et Ferrari. Issu de la haute bourgeoisie, charismatique et beau garçon, tout oppose le play-boy anglais James Hunt à Niki Lauda, son adversaire autrichien, réservé et méthodique. RUSH suit la vie frénétique de ces deux pilotes, sur les circuits et en dehors, et retrace la rivalité depuis leurs tout débuts.

CINE + FRISSE 19.50

ÇA, CHAPITRE 2



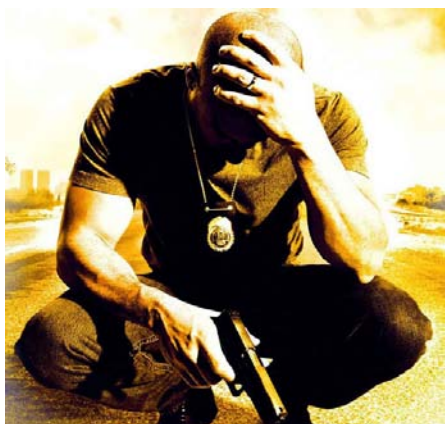
Film d'horreur - Etats-Unis - Canada - 2019

Avec James McAvoy, Jay Ryan, Jessica Chastain, Bill Hader

En septembre 1989, à Derry, dans le Maine, Beverly, Bill, Ben, Mike, Richie, Eddie et Stanley, du Club des Ratés, viennent de vaincre le clown Grippe-Sou, et promettent de se retrouver si le monstre devait réapparaître un jour. Vingt-sept ans plus tard, dans la même ville, alors qu'il sort d'une fête foraine avec son compagnon, Adrian, agressé par des brutes homophobes, est ensuite victime de Grippe-Sou.

RTL9 19.55

UN HOMME À PART



Film d'action - Etats-Unis - Allemagne - 2003

Avec Vin Diesel, Larenz Tate, Timothy Olyphant, William Hoy

Sean Vetter et Demetrius Hicks, agents de la Brigade des stupéfiants de Los Angeles, viennent de capturer Memo Lucero, un baron de la drogue mexicain, qu'ils pourchassaient depuis sept ans. Sean et Demetrius portent un coup sévère au trafic qui gangrénait la Californie. Mais un certain Diablo reprend vite en main le cartel en éliminant un par un les anciens complices de Lucero.

TÉLÉVISION

TF1

20.10 Grey's Anatomy



Série hospitalière - Etats-Unis - 2024
Saison 21 - Episode 17/18

Avec Ellen Pompeo, Chandra Wilson, James Pickens Jr., Kevin McKidd

Le mariage de Jo et Link se profile à grands pas. Alors qu'ils l'abordent de manière détendu, les invités font monter le stress. Teddy et Owen se mobilisent chacun à leur façon pour soutenir Nora, une vieille connaissance dont le cas se révèle plus inquiétant que prévu. La tension monte entre Lucas et Simone alors que l'état de santé d'un jeune patient se dégrade. L'accompagnement psychologique de ses parents est au centre de leurs débats.

6

20.10 Top chef



Saison 16

Présenté par Stéphane Rotenberg

Afin de se qualifier pour la finale et ainsi espérer remporter le titre de cette saison, les trois derniers candidats mettent les petits plats dans les grands. Ce soir, ils doivent certes montrer tout leur talent de cuisinier mais également faire preuve d'imagination en créant et en imposant leur propre épreuve à leurs adversaires. Au menu de ce numéro : le trompe-palais, l'œuf mollet frit et les condiments.

CANAL+

20.09 Francois-Xavier Demaison : Di(x)vin(s)



Pour son quatrième spectacle seul-sur-scène, François-Xavier Demaison repasse le film de sa vie en faisant malicieusement référence à dix bonnes bouteilles de vin. A travers le souvenir des grands crus dégustés, l'humoriste, âgé de 48 ans, rend hommage à son père, évoque le baccalauréat de son fils célébré avec le précieux nectar et revient sur les moments forts de sa vie d'artiste.

PLANETE +

TFX

W9

09.00 La tragédie du Heysel
11.26 Les voix du Débarquement
13.29 Après le chaos
15.23 Mystérieux objets
18.25 American Pickers, la brocante made in USA



19.55 Qui a tué Blood, Sweat & Tears ?
21.52 Comme un Rolling Stone

10.45 Clap !
11.15 TFX infos
11.20 Petits plats en équilibre
11.25 Secret Story, la quotidienne
14.15 Quatre mariages pour une lune de miel
16.55 Petits plats en équilibre
17.00 Quatre mariages pour une lune de miel
18.00 Secret Story, la quotidienne
19.00 Tout pour la lumière
19.30 Plus belle la vie, encore plus belle
20.05 Petits plats en équilibre
20.10 Cleaners les experts du ménage

08.00 Kaamelott
10.00 NCIS



15.40 Un dîner presque parfait
18.50 The Detective Club : qui a volé Kiki ?
20.10 Enquêtes criminelles

La Hongrie mise à l'index pour des expulsions collectives de migrants

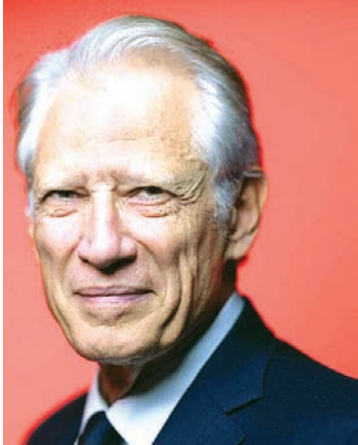


La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a condamné mardi la Hongrie, qui malgré des décisions de justice préalables, continue de mettre en oeuvre des procédures d'expulsions collectives de migrants.

Trois jeunes requérants, Afghans et Syrien, avaient saisi la CEDH après avoir été expulsés de Hongrie en 2021 et 2022. L'un d'eux était un étudiant dont le permis de séjour avait expiré.

Les deux autres étaient entrés clandestinement dans le pays et avaient été victimes d'un grave accident de la route. Le plus jeune, âgé de 16 ans à l'époque, avait passé deux mois à l'hôpital, on lui avait retiré la rate et un rein. Le second était resté six jours dans le coma. Malgré leur état de santé fragile, quelques heures après leur sortie de l'hôpital ils étaient conduits à la frontière.

L'ex-Premier ministre Villepin lance son parti



Moins de deux ans de l'élection présidentielle française, l'ex-Premier ministre Dominique de Villepin a annoncé lundi créer son propre parti, appelé La France humaniste, dont il sera le président d'honneur.

Dénonçant une «logique de surenchère permanente» de la part des politiques, Dominique de Villepin, 71 ans, a affirmé revenir sur le devant de la scène pour que les Français ne soient pas «prisonniers d'un clivage entre la radicalité de LFI (La France insoumise, gauche radicale, ndlr) et celle du RN (Rassemblement national, extrême droite, ndlr)». L'ex-Premier ministre du président de droite Jacques Chirac (2005-2007) s'est dit convaincu qu'obtenir les 500 signatures nécessaires pour être candidat à la présidentielle «ne sera(it) pas un obstacle» au vu de «tous les soutiens et les encouragements» déjà reçus.

En tête du classement des personnalités politiques préférées des Français, Dominique de Villepin s'était fait remarquer en 2003 quand il était chef de la diplomatie de Jacques Chirac par son discours à l'ONU contre la guerre en Irak.

Le Quotidien Edition Nationale d'Information

Des cadavres de migrants découverts pieds et mains ligotés au large des Baléares



Une enquête a été ouverte après la découverte au cours des dernières semaines de plusieurs cadavres de migrants ayant les pieds et les mains ligotés au large des îles Baléares, a-t-on appris lundi auprès de la Garde civile espagnole.

Selon le quotidien régional El Diario de Mallorca, qui a révélé l'information, au moins cinq cadavres apparus

les pieds et les mains attachés ont été récupérés depuis mi-mai par des bateaux de la Garde civile. D'après ce quotidien, le premier a été récupéré le 18 mai après avoir été repéré par un navire belge à l'ouest de Formentera, la plus petite des quatre îles formant cet archipel méditerranéen. «Quelques jours plus tard, un autre corps est apparu dans des circonstances similaires,

également dans les eaux de Formentera. Et cela s'est répété plusieurs fois au cours des dernières semaines», écrit le journal.

Selon les enquêteurs cités par El Diario de Mallorca, ces migrants pourraient avoir été ligotés puis jetés à la mer durant leur traversée en direction de l'Espagne, peut-être après un différend avec leurs passeurs.

Turquie: arrestation de 158 militaires

La police turque a arrêté mardi 158 militaires soupçonnés d'être liés à la nébuleuse du défunt prédicateur Fethullah Gülen, accusé d'avoir ourdi une tentative de coup d'Etat en 2016, a annoncé le parquet d'Istanbul. Selon l'agence de presse étatique Anadolu, ces arrestations, qui s'ajoutent à une cinquantaine d'autres survenues fin mai, ont eu lieu dans 43 des 81 provinces du pays, dont celles d'Istanbul et d'Izmir. Dix-huit autres militaires restent recherchés, a indiqué le parquet, selon qui ces arrestations visent en premier lieu l'armée de terre. Fethullah Gülen, décédé fin octobre aux Etats-Unis où il vivait depuis plus de 25 ans, fut un proche allié du président turc Recep Tayyip Erdogan avant d'en devenir l'ennemi juré. Ankara accuse les partisans de M. Gülen d'avoir patiemment infiltré les institutions turques, dont la justice, l'armée, la police et l'enseignement, pour mettre en place un «Etat parallèle». Près de 26.000 personnes accusées d'appartenance à la nébuleuse güleniste, qualifiée de «terroriste» par Ankara, ont été arrêtées depuis le coup d'Etat raté de 2016. Parmi elles, plus de 9.000 ont été placées en détention, selon la justice turque.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

UN CESSEZ-LE-FEU ET UN TRUMP MARIONNETTISTE DE HAUT VOL

de haut vol et qu'il a l'art de manier les arbitrages les plus décousus pour imposer au monde la cadence qu'il aura décidée.

Israël et l'Iran semblent acquiescer et revenir à la case départ. Le premier marque le pas en démultipliant ses menaces. Le second décide de faire le dos rond satisfait sans doute d'obtenir un répit après avoir promis de venger ses plus de 600 morts et les grands dégâts subis.

Mais la recule sioniste n'est que pure forme quand elle a convaincu que sa

politique destructrice n'est pas terminée et qu'elle a démontré de différentes manières avec une complicité américaine fortement soutenue que l'œuvre génocidaire n'est pas finie. Le rapport de force étant en sa défaveur, l'Iran quant à lui a été obligé de faire bonne figure conscient que le prix d'une guerre totale serait trop lourd à payer. Il tente néanmoins de sauver la face en soutenant qu'il ne changera pas d'avis en poursuivant sa politique nucléaire, tout en gardant en réserve des ripostes dont il a déjà annoncé la couleur.

Pour le moment la guerre pourrait donc rester en stand-by, le temps donné aux Israéliens et aux Américains pour préparer une nouvelle forme de brûlantes empoignades.

La Serbie annonce l'arrêt de toute exportation d'armes



La Serbie a annoncé lundi l'arrêt de toutes ses exportations d'armes, de munitions et de matériel militaire, en plein conflit entre l'Iran et Israël et au moment où la Russie, dont Belgrade est restée proche, lui reproche d'en vendre à l'Ukraine.

La décision d'arrêter toute exportation d'armes - un marché à 1,6 milliard d'euros par an selon les derniers chiffres officiels disponibles - souligne l'équilibre de plus en plus précaire de la diplomatie du président serbe, qui marche sur une ligne de crête entre ses aspirations européennes et ses liens historiques forts avec la Russie. Nous «avons littéralement tout arrêté, nous n'exportons rien.

Tout est arrêté», a déclaré Aleksandar Vucic, interrogé par un journaliste sur les exportations d'armes et les relations de son pays avec l'Iran et Israël - deux alliés de la Serbie. «En accord avec les instructions du président de la République, l'export des armes et de tout équipement militaire produit en Serbie est suspendu», a confirmé dans la soirée le ministère de la Défense dans un communiqué.